

CRFPA 2024



FASCICULE DE COURS

Droit social

Relations individuelles

C. Diaz

TABLE DES MATIERES

FOCUS SUR LE LANCEUR D'ALERTE.....	11
AVANT PROPOS	12
INTRODUCTION : LES SOURCES DU DROIT DU TRAVAIL	13
SECTION 1 : LA TYPOLOGIE DES SOURCES REGISSANT LE DROIT DU TRAVAIL	13
<i>Paragraphe 1 : Les normes internationales du travail</i>	<i>13</i>
<i>Paragraphe 2 : Les normes européennes du travail</i>	<i>13</i>
A) Les normes élaborées par le Conseil de l'Europe :	13
B) Les normes élaborées dans le cadre de l'Union Européenne :	14
<i>Paragraphe 3 : Les normes nationales du travail</i>	<i>14</i>
A) Le bloc de constitutionnalité :	14
B) Les lois et le Code du travail :	15
C) La jurisprudence :	15
<i>Paragraphe 4 : Les sources infra-nationales/autonomes</i>	<i>15</i>
A) Les usages professionnels :	15
B) Le règlement intérieur :	16
C) Les conventions collectives :	16
D) Les autres règles autonomes :	16
SECTION 2 : L'ARTICULATION DES DIFFERENTES SOURCES DU DROIT DU TRAVAIL	17
<i>Paragraphe 1 : L'ordre public absolu</i>	<i>17</i>
<i>Paragraphe 2 : L'ordre public social</i>	<i>17</i>
<i>Paragraphe 3 : L'ordre public dérogatoire</i>	<i>18</i>
A) Le principe de supplétivité :	18
B) Le principe de proximité :	18
C) Des mécanismes de substitution :	19
PARTIE I.....	20
LA QUALIFICATION DE LA RELATION DE TRAVAIL SALARIEE ET DU CONTRAT DE TRAVAIL	20
TITRE 1 : L'IDENTIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	20
CHAPITRE 1 : LES TROIS CRITERES CONSACRES DU CONTRAT DE TRAVAIL	20
SECTION 1 : LA DEFINITION DES CRITERES JURISPRUDENTIELS DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	21
<i>Paragraphe 1 : Une prestation de travail</i>	<i>21</i>
A) Une vision large de la condition de réalisation d'une prestation de travail:	21
B) Les prestations empêchant la qualification de contrat de travail :	22
<i>Paragraphe 2 : Une rémunération, contrepartie de la prestation de travail effectuée</i>	<i>22</i>
A) Le contenu de la définition de la subordination :	23
B) Applications jurisprudentielles du principe de lien de subordination :	23
SECTION 2 : L'INDISPONIBILITE DE LA QUALIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	25
CHAPITRE 2 : LES PRESOMPTIONS DE SALARIAT ET DE NON-SALARIAT PREVUES PAR LA LOI.....	25
<i>Paragraphe 1 : Les présomptions de salariat</i>	<i>25</i>
<i>Paragraphe 2 : Les présomptions de non-salariat</i>	<i>26</i>
CHAPITRE 3 : LE CAS PARTICULIER DU CO EMPLOI	26
SECTION 1 : LES CRITERES DETERMINANTS DU CO EMPLOI	26

<i>Paragraphe 1 : Co emploi et lien de subordination juridique, quand la mise à disposition va trop loin</i>	26
<i>Paragraphe 2 : Le co emploi au sein d'un groupe</i>	27
A) L'ancien critère de la triple confusion d'intérêts, d'activité et de direction :.....	27
B) Un co emploi désormais défini par le critère unique de l'immixtion permanente :	28
SECTION 2 : LES CONSEQUENCES DE LA RECONNAISSANCE DE CO EMPLOI	29
TITRE 2 : LA CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL	31
CHAPITRE 1 : LE RECRUTEMENT, UN PROCESSUS STRICTEMENT ENCADRE	31
<i>Paragraphe 1 : La réglementation applicable aux opérations de recrutement</i>	31
A) Les obligations de l'employeur lors du processus d'embauche :.....	31
1) Les obligations relatives aux techniques d'informations utilisées :	31
a) Le principe de pertinence :	31
b) Le principe de transparence :.....	32
c) Le principe de finalité :.....	32
2) Une obligation de non-discrimination :.....	32
B) Les informations pouvant être fournies par le candidat :.....	32
1) Les informations fournies spontanément par le candidat :.....	33
2) Les informations fournies à la demande de l'employeur :	33
<i>Paragraphe 2 : Les limitations au recrutement discrétionnaire de l'employeur</i>	33
CHAPITRE 2 : LA PROMESSE D'EMBAUCHE	34
<i>Paragraphe 1 : Le régime juridique de la promesse d'embauche avant le revirement de jurisprudence</i>	34
<i>Paragraphe 2 : Le nouveau régime juridique de la promesse d'embauche</i>	34
A) Les principes contractuels civilistes applicables à la promesse d'embauche :.....	35
B) Les nouvelles définitions d'offre et de promesse d'embauche :	35
C) Les conséquences juridiques de la rétraction d'une offre et d'une promesse d'embauche :	36
1) Pour l'offre de contrat de travail :.....	36
2) Pour la promesse unilatérale de contrat de travail :.....	36
CHAPITRE 3 : L'ETABLISSEMENT DU CONTRAT DE TRAVAIL	38
TITRE 3 : LA PERIODE D'ESSAI	39
CHAPITRE 1 : LES CONDITIONS DE VALIDITE DE LA PERIODE D'ESSAI	39
SECTION 1 : L'EXISTENCE EFFECTIVE DE LA PERIODE D'ESSAI	39
SECTION 2 : LA DUREE DE LA PERIODE D'ESSAI	40
<i>Paragraphe 1 : La durée de la période d'essai dans le cadre d'un CDI</i>	40
<i>Paragraphe 2 : La durée de la période d'essai dans le cadre d'un CDD</i>	41
SECTION 3 : LE RENOUVELLEMENT DE LA PERIODE D'ESSAI	41
SECTION 4 : LA RUPTURE DE LA PERIODE D'ESSAI	42
<i>Paragraphe 1 : La liberté dans la rupture de la période d'essai</i>	43
A) Une rupture justifiée par une cause inhérente à la personne du salarié ou du poste :.....	43
B) La rupture doit être notifiée avant la fin de la période d'essai :.....	44
1) Le délai de prévenance en cas de rupture par l'employeur :	44
2) Le délai de prévenance en cas de rupture par le salarié :	44
3) Les sanctions du défaut de respect du délai de prévenance :.....	44
TITRE 4 : LES CONTRATS DE TRAVAIL ATYPIQUES	45
CHAPITRE 1 : LE CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE	46
<i>Paragraphe 1 : Les conditions de forme du CDD</i>	46
<i>Paragraphe 2 : Les différents cas de recours au CDD</i>	47
A) Les principes directeurs et interdictions inhérents au CDD :.....	47
B) Les motifs de recours au CDD :	48
1) Le remplacement d'un salarié absent :	48
2) L'accroissement temporaire d'activité :.....	50
a) Le cas général d'accroissement temporaire d'activité :	50
b) Les cas spéciaux d'accroissement d'activité :	50
3) Les emplois à caractère saisonnier par nature :.....	51
4) Le CDD d'usage :	52

5) Les CDD conclus dans le cadre d'incitations publiques à l'embauche :	52
<i>Paragraphe 3 : La durée du CDD</i>	52
A) Le terme du CDD :	53
B) La durée du CDD :	53
C) Le renouvellement du CDD :	53
D) Le délai de carence entre deux CDD :	54
1) La conclusion de CDD successifs sur un même poste :	54
2) La conclusion de CDD successifs avec un même salarié sur des postes différents :	54
<i>Paragraphe 4 : La rupture du CDD</i>	55
A) Les cas de rupture du CDD :	55
B) Les sanctions d'une rupture de CDD irrégulière :	56
<i>Paragraphe 5 : La requalification du CDD en CDI</i>	57
CHAPITRE 2 : LE CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE	59
A) Le contrat de mise à disposition :	59
B) Le contrat de mission :	59
C) Le régime juridique du contrat de travail intérimaire :	59
CHAPITRE 3 : LE CONTRAT DE CHANTIER OU D'OPERATION	60
TITRE 5 : LES CLAUSES DU CONTRAT DE TRAVAIL	61
<i>Paragraphe 1 : La clause de non-concurrence</i>	61
A) Le régime juridique de la clause de non-concurrence :	61
1) La définition de la clause de non-concurrence :	61
2) Le régime juridique :	62
a) Les conditions de validité de la clause :	62
b) Moment du versement de la contrepartie :	63
c) Le sort d'une clause illicite :	63
3) La renonciation à la clause par l'employeur :	64
4) La violation de la clause de non-concurrence :	64
a) La violation de la clause par le salarié :	64
b) La violation de la clause par l'employeur :	64
<i>Paragraphe 2 : La clause de dédit-formation</i>	65
<i>Paragraphe 3 : La clause de garantie d'emploi</i>	65
PARTIE 2	66
LA VIE DU CONTRAT DE TRAVAIL	66
TITRE 1 : LA MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	66
CHAPITRE 1 : LA MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	66
SECTION 1 : LA DUREE DU TRAVAIL	67
A) Le simple changement des horaires de travail :	67
B) Les changements d'horaires assimilables à une modification du contrat de travail :	67
SECTION 2 : LA REMUNERATION	68
SECTION 3 : LA QUALIFICATION	68
A) Le principe de la modification de la qualification :	68
1) La détermination des éléments relevant de la qualification :	68
2) La modification des tâches confiées au salarié :	69
B) L'hypothèse particulière de la rétrogradation disciplinaire :	70
SECTION 4 : LE LIEU DE TRAVAIL	70
A) En l'absence d'une clause de mobilité :	71
B) En présence d'une clause de mobilité :	71
1) Les conditions de validité :	71
2) Les conséquences de la mise en œuvre d'une clause de mobilité :	72
CHAPITRE 2 : LE REGIME JURIDIQUE DE LA MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	73

<i>Paragraphe 1 : Le régime juridique de la modification du contrat de travail</i>	73
A) La modification du contrat pour motif économique :	73
B) La modification du contrat de travail pour un autre motif :	74
<i>Paragraphe 2 : Le régime juridique du changement des conditions de travail</i>	74
TITRE 2 : LE POUVOIR REGLEMENTAIRE DE L'EMPLOYEUR.....	77
CHAPITRE 1 : CONTENU ET CONTROLE DU REGLEMENT INTERIEUR	77
A) Les thèmes exclusifs du règlement intérieur :	77
B) Les thèmes exclus du règlement intérieur :	77
C) Liberté religieuse et règlement intérieur :	78
CHAPITRE 2 : LE CONTROLE DE L'EMPLOYEUR SUR LES SUBSTANCES CONSOMMEES	
SUR LE LIEU DE TRAVAIL	80
A) L'alcool sur le lieu de travail :	80
1) La consommation d'alcool :	80
2) Le contrôle de l'alcoolémie :	81
B) La consommation de drogues sur le lieu de travail :	81
C) La consommation de tabac sur le lieu de travail :	81
TITRE 3 : LE POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR	82
SECTION 1 : LA FAUTE DISCIPLINAIRE	82
A) Définition de la faute disciplinaire :	82
B) Les catégories de fautes disciplinaires :	83
SECTION 2 : LA VARIETE DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES	83
A) Les sanctions admises :	83
B) Les sanctions interdites :	84
SECTION 3 : LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE ET LES GARANTIES PROCEDURALES .	84
<i>Paragraphe 1 : Les règles liminaires protectrices</i>	85
A) La prescription disciplinaire :	85
B) La règle « non bis in idem » :	85
<i>Paragraphe 2 : La procédure disciplinaire</i>	86
A) La convocation à l'entretien préalable :	86
1) Les mentions obligatoires de l'acte de convocation :	86
2) L'éventuelle mise en œuvre d'une mise à pied conservatoire :	86
B) L'entretien préalable :	87
C) La notification de la sanction :	88
D) Le contrôle judiciaire :	89
TITRE 4 : LE POUVOIR DE CONTROLE DE L'EMPLOYEUR.....	89
CHAPITRE 1 : LA CONSULTATION DES OUTILS PROFESSIONNELS DES SALARIES	89
SECTION 1 : LA CONSULTATION DES FICHIERS PERSONNELS DU SALARIE	90
<i>Paragraphe 1 : La consultation des fichiers présents sur les outils professionnels du salarié</i>	90
A) La consultation du contenu de l'ordinateur professionnel :	90
1) Le principe : la consultation est possible hors la présence du salarié :	90
2) L'exception : les fichiers identifiés personnels :	90
B) La consultation des éléments de stockage professionnels du salarié :	91
C) La consultation des SMS contenus sur le portable professionnel du salarié :	91
<i>Paragraphe 2 : Les courriers postaux reçus par le salarié sur le lieu de travail</i>	92
SECTION 2 : L'UTILISATION ET LA PRODUCTION DES DOCUMENTS ET FICHIERS DU	
SALARIE PAR L'EMPLOYEUR	92
A) Lorsque le contenu est personnel :	92
B) Lorsque le contenu n'est pas personnel :	93
CHAPITRE 2 : LE CONTROLE DE L'ACTIVITE DES SALARIES	95
<i>Paragraphe 1 : L'utilisation de la vidéosurveillance</i>	95
<i>Paragraphe 2 : Le recours à la géolocalisation</i>	97
<i>Paragraphe 3 : Le recours à un client mystère</i>	98

LA COUR DE CASSATION REJETTE LE POURVOI ET CONFIRME L'ARRET D'APPEL. EN EFFET, ELLE PRECISE QUE, DANS LE CADRE DE SON POUVOIR DE DIRECTION, L'EMPLOYEUR EST AUTORISE A CONTROLER L'ACTIVITE DE SES SALARIES, A CONDITION QUE CE CONTROLE S'EFFECTUE DE MANIERE LOYALE..... 98

ELLE RETIENT QU'EN L'ESPECE, L'EMPLOYEUR AVAIT NON SEULEMENT INFORME AU PREALABLE LES SALARIES DE L'EXISTENCE DE CE DISPOSITIF D'INVESTIGATION PAR UNE NOTE D'INFORMATION SUR LE DISPOSITIF DIT DU « CLIENT MYSTERE, MAIS AVAIT EGALEMENT INFORME LES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AVEC PRODUCTION DU COMPTE-RENDU DE REUNION DU COMITE D'ENTREPRISE..... 98

EN CONSEQUENCE, POUR LA COUR DE CASSATION, LA METHODE DE CONTROLE ETAIT LICITE ET L'EMPLOYEUR POUVAIT DONC EN UTILISER LES RESULTATS AU SOUTIEN DE LA PROCEDURE DE LICENCIEMENT..... 98

TITRE 5 : LES DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES AU CONTRAT DE TRAVAIL 98

SECTION 1 : LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR..... 98

Paragraphe 1 : L'obligation de fournir un travail au salarié..... 98

Paragraphe 2 : L'obligation de rémunération..... 99

Paragraphe 3 : L'obligation de formation continue 99

Paragraphe 4 : L'obligation de sécurité de résultat 100

A) L'étendu de l'obligation de sécurité de résultat : 100

B) Les conséquences de l'obligation de sécurité à l'égard de l'employeur : 101

1) L'engagement de la responsabilité de l'employeur : 101

2) Les possibilités offertes au salarié en cas de manquement de l'employeur : 103

SECTION 2 : LES DROITS DU SALARIE 103

Paragraphe 1 : Le droit de retrait 104

A) Les conditions d'exercice du droit de retrait : 104

B) Les conséquences de l'exercice du droit de retrait : 104

Paragraphe 2 : Le droit à l'égalité de traitement 104

Paragraphe 3 : Le droit à la protection contre le harcèlement..... 106

A) Le harcèlement moral : 107

B) Le harcèlement sexuel : 107

1) Le harcèlement sexuel à proprement dit : 108

2) Le harcèlement sexuel par assimilation : 108

C) Le régime de la preuve du harcèlement : 108

D) Les obligations de l'employeur afin de mettre fin au harcèlement : 109

Paragraphe 4 : Le droit au respect des droits et libertés fondamentaux du salarié..... 110

A) Le droit au respect de la vie privée : 110

B) La liberté de se vêtir : 112

C) La liberté d'expression : 112

Anecdote : la Cour de cassation a considéré comme nul le licenciement d'un salarié basé sur son refus de participer à la « culture de l'apéro » au sein de l'entreprise, l'employeur lui reprochait ainsi de ne pas adhérer aux valeurs de la société basée sur le partage de la valeur « fun & pro ». Ce qui était en réalité sous-tendu c'était l'appréciation de la liberté d'expression et d'opinion du salarié. Les juges ont considéré que, sauf abus, le salarié bénéficiait dans l'entreprise (et en dehors) de sa liberté d'expression et d'opinion. Liberté fondamentale qu'il convenait de préserver, ce qui impliquait donc la nullité de la mesure de licenciement prononcé (Cass. Soc., 9 novembre 2022, n°21-15208)..... 114

D) La liberté religieuse du salarié : 115

1) L'employeur est une personne morale de droit public : 115

2) L'employeur est une personne morale de droit privé : 115

E) Le respect du domicile : 116

2) La question du télétravail : 117

TITRE 6 : LES CATEGORIES DE SALARIES PROTEGES PAR UN STATUT PROTECTEUR.....	119
CHAPITRE 1 : LE STATUT PROTECTEUR DE LA SALARIEE AU COURS DE LA MATERNITE	119
SECTION 1 : LA PROTECTION DE LA SALARIEE DURANT LA GROSSESSE	120
<i>Paragraphe 1 : La protection relative contrat la rupture du contrat de travail.....</i>	<i>120</i>
<i>Paragraphe 2 : Les mesures d'adaptation du contrat de travail</i>	<i>121</i>
SECTION 2 : LA PROTECTION DE LA FEMME PENDANT LE CONGE MATERNITE	122
<i>Paragraphe 1 : La durée du congé maternité</i>	<i>122</i>
<i>Paragraphe 2 : La protection absolue contre la rupture du contrat de travail.....</i>	<i>122</i>
SECTION 3 : LA PROTECTION DE LA FEMME A L'ISSUE DU CONGE MATERNITE.....	123
<i>Paragraphe 1 : La protection relative contre la rupture du contrat de travail.....</i>	<i>123</i>
<i>Paragraphe 2 : Le droit à la réintégration</i>	<i>124</i>
CHAPITRE 2 : LE STATUT PROTECTEUR DU SALARIE EN RAISON DE SON ETAT DE SANTE.....	126
SECTION 1 : LA PROTECTION DU SALARIE PENDANT LA SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	126
<i>Paragraphe 1 : Le versement d'un revenu de remplacement</i>	<i>126</i>
<i>Paragraphe 2 : La protection contre la rupture du contrat de travail.....</i>	<i>127</i>
A) L'arrêt de travail a une origine professionnelle :	127
B) L'arrêt de travail a une origine non professionnelle :	127
SECTION 2 : LA PROTECTION DU SALARIE A L'ISSUE DE LA PERIODE DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL	128
<i>Paragraphe 1 : La fin de la période de suspension.....</i>	<i>128</i>
<i>Paragraphe 2 : L'aptitude déclarée du salarié à l'issue de la visite de reprise.....</i>	<i>130</i>
CHAPITRE 3 : LE STATUT PROTECTEUR DES SALARIES REPRESENTANTS DU PERSONNEL	130
<i>Paragraphe 1 : Les salariés bénéficiaires</i>	<i>130</i>
<i>Bon à savoir :</i>	<i>131</i>
<i>La démission d'un salarié de son mandat (en l'espèce de délégué syndical) prend effet, à l'égard de l'employeur, à la date à laquelle celle-ci est portée à sa connaissance. Ainsi, la procédure de licenciement engagée entre la date à laquelle le salarié a informé son syndicat de sa démission et celle à laquelle l'employeur en a été averti, reste donc soumise au régime d'autorisation administrative (Cass. Soc., 14 juin 2023, n°21-18599).</i>	<i>131</i>
<i>Paragraphe 2 : Le périmètre de la protection.....</i>	<i>131</i>
<i>Paragraphe 3 : La procédure spéciale contre le licenciement du salarié protégé.....</i>	<i>132</i>
CHAPITRE 4 : LES CONSEQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT DU STATUT PROTECTEUR	133
TITRE 7 : LA DUREE DU TRAVAIL	133
CHAPITRE 1 : LA DETERMINATION DU TEMPS DE TRAVAIL	133
SECTION 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF	133
SECTION 2 : LES AUTRES TEMPS DE TRAVAIL	134
<i>Paragraphe 1 : Les temps de pause et de restauration</i>	<i>134</i>
<i>Paragraphe 2 : Les temps d'habillage et de déshabillage</i>	<i>134</i>
<i>Paragraphe 3 : Les temps de trajet/de déplacement professionnel.....</i>	<i>134</i>
<i>Paragraphe 4 : L'astreinte.....</i>	<i>135</i>
CHAPITRE 2 : LA DUREE LEGALE DU TRAVAIL	136
SECTION 1 : LES DUREES MAXIMALES DE TRAVAIL	136
<i>Paragraphe 1 : Les durées maximales de travail effectif.....</i>	<i>136</i>
<i>Paragraphe 2 : Les durées minimales de repos</i>	<i>138</i>
SECTION 2 : LA REALISATION D'HEURES SUPPLEMENTAIRES	138
CHAPITRE 3 : LES CAS PARTICULIERS DE DECOMPTE DU TEMPS DE TRAVAIL	140
SECTION 1 : LA REPARTITION PLURI-HEBDOMADAIRE DU TEMPS DE TRAVAIL	140

SECTION 2 : LA CONVENTION DE FORFAIT JOURS/HEURES.....	141
<i>Paragraphe 1 : La raison d'être de ces conventions.....</i>	141
<i>Paragraphe 2 : Les modalités de mise en œuvre.....</i>	142
A) Un aménagement prévu par accord collectif :	142
B) La convention individuelle de forfait :	143
C) L'exigence du droit à la santé et au repos :	144
CHAPITRE 4 : L'EXERCICE DU TRAVAIL SELON DES SUJETIONS PARTICULIERES.....	146
SECTION 1 : LE TRAVAIL DE NUIT	146
<i>Paragraphe 1 : Définition du travail de nuit.....</i>	146
<i>Paragraphe 2 : La mise en place du travail de nuit.....</i>	146
A) La mise en place conventionnelle du travail de nuit :	147
B) La mise en place par décision de l'employeur :	147
<i>Paragraphe 3 : Les droits du travailleur de nuit</i>	147
SECTION 2 : LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL	148
<i>Paragraphe 1 : Définition du travail à temps partiel.....</i>	148
<i>Paragraphe 2 : Les conditions de validité du travail à temps partiel</i>	148
A) La durée minimale :	149
B) La répartition de la durée du travail :	149
C) La réalisation d'heures complémentaires :	150
1) Le volume des heures complémentaires pouvant être réalisées :	150
2) La rémunération des heures complémentaires accomplies :	151
TITRE 8 : LE TRANSFERT D'ENTREPRISE	151
SECTION 1 : LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU TRANSFERT D'ENTREPRISE	151
<i>Paragraphe 1 : Les opérations susceptibles d'emporter application de l'article L 1224-1 du Code du travail .</i>	151
<i>Paragraphe 2 : Les conditions portant sur les caractéristiques de l'entité transférée.....</i>	152
A) Le transfert d'une entité économique autonome :	152
1) Le transfert du personnel spécialement affecté à l'activité transférée :	152
B) Les modalités du transfert de l'entité : le maintien de l'entité après le transfert :	154
1) La poursuite la reprise de l'activité économique :	154
2) Le maintien de l'identité de l'entité économique :	154
<i>Paragraphe 3 : L'application volontaire de l'article L 1224-1 du Code du travail.....</i>	155
SECTION 2 : LES EFFETS DU TRANSFERT D'ENTREPRISE	156
<i>Paragraphe 1 : Le transfert de plein droit des contrats de travail.....</i>	156
A) La reprise intégrale des contrats de travail :	156
B) Le sort des licenciements prononcés à l'occasion d'un transfert d'entreprise :	157
1) L'hypothèse du refus du nouvel employeur de reprendre les contrats de travail :	157
2) La problématique des licenciements prononcés avant le transfert :	158
3) Les licenciements postérieurs au transfert :	158
<i>Paragraphe 2 : Le transfert des mandats représentatifs en cours.....</i>	159
PARTIE 3 :	161
L'EXTINCTION DU CONTRAT DE TRAVAIL	161
LICENCIEMENT ET AUTRES MODES DE RUPTURE	161
TITRE 1 : LES RUPTURES A L'INITIATIVE DU SALARIE	161
CHAPITRE 1 : LA DEMISSION	161
SECTION 1 : LES CONDITIONS DE VALIDITE DE LA DEMISSION.....	161
SECTION 2 : LE REGIME JURIDIQUE DE LA DEMISSION	162
A) Le respect d'un préavis :	162
B) Les conséquences en cas de rupture abusive :	162
C) La privation des allocations-chômage :	163
CHAPITRE 2 : LE DEPART A LA RETRAITE	164
CHAPITRE 3 : LA PRISE D'ACTE.....	165

SECTION 1 : LES CONDITIONS DE LA PRISE D'ACTE.....	165
A) La prise d'acte autonome :.....	165
B) Les situations assimilées à une prise d'acte :.....	165
1) Existence de griefs récents reprochés à l'employeur :.....	166
2) Manquements susceptibles de justifier la prise d'acte :.....	166
3) L'absence de vice du consentement lors de la rupture :.....	167
SECTION 2 : LES EFFETS DE LA PRISE D'ACTE.....	167
<i>Paragraphe 1 : L'extinction immédiate du contrat de travail.....</i>	<i>167</i>
<i>Paragraphe 2 : Les effets affectés à la prise d'acte.....</i>	<i>167</i>
A) La prise d'acte produisant les effets d'un licenciement :.....	168
1) Les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse :.....	168
2) La prise d'acte produisant les effets d'un licenciement nul :.....	168
3) Les conséquences communes :.....	168
B) La prise d'acte produisant les effets d'une démission :.....	169
C) La prescription de l'action :.....	169
TITRE 2 : LA RUPTURE A L'INIATIVE DE L'EMPLOYEUR – LE LICENCIEMENT ...	170
CHAPITRE 1 : LE LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL.....	170
SECTION 1 : LA PROCEDURE DE LICENCIEMENT REPOSANT SUR UN MOTIF PERSONNEL.....	171
<i>Paragraphe 1 : La convocation à l'entretien préalable.....</i>	<i>171</i>
<i>Paragraphe 2 : La tenue de l'entretien préalable.....</i>	<i>172</i>
<i>Paragraphe 3 : La lettre de licenciement.....</i>	<i>173</i>
A) L'envoi de la lettre de licenciement :.....	173
B) Le contenu de la lettre de licenciement :.....	173
C) La fixation des limites du litige par la lettre de licenciement :.....	174
1) La lettre de licenciement fixe les limites du litige :.....	174
2) La possibilité d'une précision patronale :.....	174
SECTION 2 : LES MOTIFS PERSONNELS INVOCABLES DANS LE CADRE D'UN LICENCIEMENT.....	175
<i>Paragraphe 1 : Les motifs non disciplinaires admis pour justifier un licenciement personnel.....</i>	<i>176</i>
A) L'insuffisance professionnelle :.....	176
B) L'insuffisance de résultats :.....	176
C) La mésentente et la perte de confiance :.....	176
D) Les motifs tirés de la vie personnelle du salarié :.....	177
1) Le comportement du salarié constitue un manquement à une obligation contractuelle ou découlant de son contrat de travail :.....	177
2) Le fait de la vie personnelle peut être rattaché à la vie professionnelle :.....	177
3) Le trouble objectif causé à l'entreprise :.....	177
<i>Paragraphe 2 : Les motifs disciplinaires admis pour justifier un licenciement.....</i>	<i>178</i>
A) Les 3 types de fautes :.....	178
1) La faute sérieuse :.....	178
2) La faute grave :.....	178
3) La faute lourde :.....	178
B) La prise en compte d'éventuelles circonstances atténuantes :.....	179
SECTION 3 : LE LICENCIEMENT FONDE SUR L'INAPTITUDE DU SALARIE.....	179
<i>Paragraphe 1 : Le constat d'inaptitude établi par le médecin du travail.....</i>	<i>179</i>
A) Les visites permettant d'établir le constat d'inaptitude :.....	179
B) Les modalités pour établir un constat d'inaptitude :.....	179
C) Les recours pour contester la décision du médecin du travail :.....	180
<i>Paragraphe 2 : L'obligation préalable de reclassement du salarié déclaré inapte.....</i>	<i>180</i>
A) Le principe de l'obligation de reclassement :.....	181
1) Les conditions de la recherche de reclassement :.....	181
2) Le périmètre géographique de la recherche de reclassement :.....	182
3) Le délai pour chercher un éventuel reclassement :.....	183

4) Les sanctions en cas de manquement à l'obligation de reclassement :	183
B) Les exceptions à l'obligation de reclassement :	183
C) L'impossibilité de reclassement :	184
<i>Paragraphe 3 : Le licenciement pour inaptitude.....</i>	<i>184</i>
A) La rédaction de la lettre de licenciement :	184
B) Les indemnités de rupture :	185
1) L'indemnité de préavis :	185
2) L'indemnité de licenciement :	185
CHAPITRE 2 : LE LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE.....	186
SECTION 1 : LES CONDITIONS DE FOND DU LICENCIEMENT ECONOMIQUE	186
<i>Paragraphe 1 : Le champ d'application du licenciement économique</i>	<i>186</i>
<i>Paragraphe 2 : Les conditions de qualification d'un licenciement économique.....</i>	<i>187</i>
A) Un motif non inhérent à la personne du salarié :	188
B) Une cause économique :	188
1) Les difficultés économiques :	188
2) Les mutations technologiques :	188
3) La réorganisation nécessaire à la sauvegarde de la compétitivité :	189
4) La cessation d'activité :	190
C) Les conséquences sur l'emploi ou le contrat de travail :	190
1) La suppression d'emploi :	190
2) La modification du contrat de travail refusée par le salarié :	190
3) La transformation d'emploi :	191
D) L'impossibilité de reclassement du salarié :	191
SECTION 2 : LA PROCEDURE APPLICABLE DANS LE CADRE D'UN LICENCIEMENT ECONOMIQUE.....	191
<i>Paragraphe 1 : Les règles communes aux différents types de licenciement économique.....</i>	<i>191</i>
A) L'ordre des licenciements :	192
B) L'obligation de reclassement préalable :	193
1) L'obligation complémentaire de formation et d'adaptation :	193
2) L'obligation préalable de reclassement :	193
<i>Paragraphe 2 : Les règles applicables à chaque catégorie de licenciement économique.....</i>	<i>195</i>
A) Le licenciement économique individuel :	195
1) La convocation du salarié à l'entretien préalable :	195
2) La tenue de l'entretien préalable :	195
3) La notification du licenciement pour motif économique :	197
B) Le petit licenciement économique collectif :	199
1) La consultation du CSE :	199
2) L'information postérieure de la DREETS :	200
C) Le grand licenciement économique collectif :	200
1) L'information et la consultation des représentants du personnel :	201
2) La mise en place du PSE :	201
a) La mise en place du PSE par voie d'accord collectif :	202
b) La mise en place du PSE par acte unilatéral de l'employeur :	203
3) Le contentieux relatif aux grands licenciements économiques collectifs :	204
a) La compétence du juge administratif concernant la procédure de licenciement :	204
b) La compétence du juge judiciaire concernant la cause réelle et sérieuse du licenciement :	205
CHAPITRE 3 : LES EFFETS DU LICENCIEMENT	205
SECTION 1 : LE PREAVIS.....	205
SECTION 2 : LES DIFFERENTES INDEMNITES DE LICENCIEMENT	206
<i>Paragraphe 1 : L'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement.....</i>	<i>206</i>
<i>Paragraphe 2 : L'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.....</i>	<i>206</i>
<i>Paragraphe 3 : Les indemnités en cas de licenciement nul.....</i>	<i>207</i>
<i>Paragraphe 4 : L'indemnité en cas d'irrégularité dans le suivi de la procédure de licenciement.....</i>	<i>208</i>
<i>Paragraphe 5 : La remise des documents de fin de contrat</i>	<i>209</i>

CHAPITRE 4 : LA MISE A LA RETRAITE DU SALARIE.....	209
TITRE 3 : LES AUTRES MODES DE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	210
CHAPITRE 1 : LA FORCE MAJEURE	210
CHAPITRE 2 : LA RESILIATION JUDICIAIRE	210
SECTION 1 : LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE DE LA RESILIATION JUDICIAIRE	211
SECTION 2 : LES EFFETS DE L'ADMISSION D'UNE RESILIATION JUDICIAIRE	211
SECTION 3 : LE CONCOURS DE MODES DE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL	213
A) Résiliation judiciaire et prononcé d'un licenciement :.....	213
B) Résiliation judiciaire et rupture conventionnelle, prise d'acte ou démission :	213
CHAPITRE 3 : LA RUPTURE CONVENTIONNELLE	213
SECTION 1 : LA RUPTURE CONVENTIONNELLE INDIVIDUELLE.....	213
<i>Paragraphe 1 : Le champ d'application de la rupture conventionnelle.....</i>	<i>214</i>
A) Le domaine d'application exclusif :.....	214
B) Les situations exclues du champ de la rupture conventionnelle :	214
C) Les situations particulières :	214
1) Tenant aux périodes de suspension du contrat de travail :.....	214
a) Les périodes de suspension assortie d'une protection légale :	214
b) Les périodes de suspension sans protection légale :	215
2) En raison d'un différend entre les parties :	215
D) Le cas des salariés protégés :.....	216
<i>Paragraphe 2 : La procédure de rupture conventionnelle.....</i>	<i>216</i>
A) La tenue d'entretien(s) préalable(s) :.....	216
B) Le contenu de la convention de rupture :.....	217
C) Le droit de rétractation :	218
D) La demande d'homologation ou d'autorisation :.....	218
1) L'homologation :	218
2) L'autorisation :	219
<i>Paragraphe 3 : Les conséquences de la rupture conventionnelle</i>	<i>219</i>
A) Le droit à une indemnité de rupture spécifique :	219
B) Le bénéfice des allocations chômage :	220
C) La rupture du contrat de travail :	220
<i>Paragraphe 4 : Le contentieux de la contestation de la rupture conventionnelle</i>	<i>220</i>
A) La juridiction compétente :	220
B) Le délai de recours :	220
C) La conclusion d'une transaction :	221
SECTION 2 : LA RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE.....	221
A) La conclusion d'un accord collectif :.....	221
B) Le contrôle administratif de l'accord collectif :.....	221
C) Les conséquences de l'acceptation de la candidature du salarié :	222
D) Le contentieux :.....	222
CHAPITRE 4 : LA TRANSACTION	222
SECTION 1 : LES CONDITIONS DE LA TRANSACTION	223
A) Un écrit :.....	223
B) L'existence d'une contestation née ou à naître :	223
C) L'existence de concessions réciproques :	223
SECTION 2 : LES EFFETS DE LA TRANSACTION	224

**FOCUS SUR LE LANCEUR D'ALERTE
JURISPRUDENCES RECENTES INTERESSANTES**

AVANT PROPOS

Ce fascicule traite du versant individuel du droit du travail, de la conclusion du contrat de travail à son extinction.

Il se veut exhaustif et complet, sans que le recours complémentaire à des manuels ne soit nécessaire. Pour autant, cela peut être utile en cas d'incompréhensions éventuelles.

De très nombreuses mentions de jurisprudences sont présentes, sans qu'il soit nécessaire de les connaître toutes par cœur. Le plus important reste le principe qui s'en dégage.

Etant précisé que la plupart de ces jurisprudences se retrouvent un peu partout dans le Code du travail et éventuellement le Code civil, en fonction du thème abordé. Et, lorsque le thème est éclaté à plusieurs endroits du Code, le fascicule mentionne sous quel article la jurisprudence se retrouve.

Le fascicule se travaille et ne doit ni être appris par cœur ni ne peut être appréhendé en une seule fois.

Bonne lecture !

INTRODUCTION : LES SOURCES DU DROIT DU TRAVAIL

Le droit du travail est l'ensemble des règles juridiques applicables aux relations entre employeur privé et salariés titulaires d'un contrat de travail, à l'occasion de l'exécution du travail (source : code.travail.gouv.fr).

Ces règles sont édictées à différents niveaux (Section 1), dont certains connaissent également des sous-niveaux d'édition de règles (Section 2).

SECTION 1 : LA TYPOLOGIE DES SOURCES REGISSANT LE DROIT DU TRAVAIL

Il existe des sources internationales (§1), européennes (§2), nationales (§3) et infra-nationales (§4).

Paragraphe 1 : Les normes internationales du travail

Elles ont une double ambition :

- imposer des minimas sociaux dans le domaine du droit du travail ;
- assurer le respect des règles de concurrence dans le domaine économique avec comme but sous-jacent la lutte contre le phénomène du « dumping social ».

Ces normes se composent pour l'essentiel de normes élaborées dans le cadre de l'OIT.

L'OIT (Organisation Internationale du Travail) est une organisation spécialisée de l'ONU. Créée en 1919, la raison d'être de l'OIT est « *de remédier aux conditions de travail impliquant l'injustice, la misère et les privations* ». A ce titre, elle dispose d'un pouvoir normatif se présentant sous deux formes :

- Les conventions : juridiquement, ce sont des traités internationaux ouverts à la ratification des Etats membres. Par la ratification, les conventions deviennent ensuite applicables au sein de l'Etat membre signataire et peuvent de ce fait, être directement invocables devant les juridictions nationales ;
- Les recommandations : elles constituent l'expression de la doctrine de l'OIT et sont dépourvues de force juridique contraignante.

En théorie, l'OIT peut également recevoir et traiter les plaintes dénonçant le non-respect des conventions adoptées. Cependant dans les faits, elle ne dispose pas d'un réel pouvoir de sanctions et les condamnations éventuellement prononcées sont seulement symboliques.

Paragraphe 2 : Les normes européennes du travail

A) Les normes élaborées par le Conseil de l'Europe :

Organisation internationale créée en 1949, il regroupe actuellement 47 Etats membres.

Deux conventions adoptées par le Conseil de l'Europe intéressent le droit du travail :

- La Charte sociale européenne, adoptée en 1961 et révisée pour la dernière fois en 1996 : elle consacre de nombreux droits sociaux (réduction du temps de travail, droit de grève, rémunération égale, interdiction du travail forcé etc.).
La Charte n'est pas, en principe, directement invocable devant les juges nationaux mais un assouplissement ces dernières années a été constaté et, la Cour de cassation admet progressivement un effet direct à certaines des dispositions contenues dans la Charte (Cass. Soc., 14 avril 2010, n° 09-60426 et n°09-60429).
- La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CESDH) qui intéresse le droit du travail sous deux aspects : la prohibition du travail forcé et la garantie de la liberté syndicale. Ses dispositions sont invocables devant les juridictions nationales.

B) Les normes élaborées dans le cadre de l'Union Européenne :

L'UE n'a pas de compétence générale en la matière qui relève de la souveraineté nationale de chaque Etat. Les règles de droit du travail adoptées par le biais de directives ne produisent donc d'effet direct que si elles sont transposées par chaque Etat membre au sein de leur ordre juridique interne.

L'UE consacre malgré tout de nombreux droits sociaux fondamentaux dans le cadre de nombreuses chartes, au premier rang desquelles : la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne de 2000.

Paragraphe 3 : Les normes nationales du travail

Trois catégories : le bloc de constitutionnalité (A), les diverses lois et le Code du travail (B) et la jurisprudence (C).

A) Le bloc de constitutionnalité :

Les principes ainsi proclamés ne sont pas dénués de portée juridique puisqu'ils peuvent directement être invoqués par le salarié justiciable devant les juges.

➤ La DDHC de 1789 :

Elle n'a jamais eu pour objet de contenir des dispositions exclusives au droit du travail mais, en raison de sa portée générale, des dispositions intéressent au moins indirectement le droit du travail. Est visé notamment le principe de la liberté personnelle du salarié et le principe corrélatif de la liberté d'entreprise et de choisir son collaborateur, déduit de l'article 4. Ou encore, le principe d'égalité salariale mais avec des exceptions dans l'hypothèse où ces différences seraient justifiées par une raison objective.

➤ Le Préambule de la Constitution de 1946 :

Il consacre un grand nombre de principes sociaux, à l'instar du droit de grève, le droit à la négociation collective et le droit à la participation, le droit à la protection de la santé, au repos et aux loisirs.

➤ La Constitution de 1958 :

Elle ne contient aucune disposition au droit du travail, hormis l'article 34 qui précise la compétence du législateur pour déterminer les principes fondamentaux du droit du travail, du droit syndical et de la Sécurité sociale.

B) Les lois et le Code du travail :

Compétence découlant de l'article 34 de la Constitution de 1958 précité.

L'élaboration d'une loi en matière de droit du travail répond à des conditions particulières de consultation. En effet tout projet de loi de réforme du droit du travail, sauf urgence, doit faire l'objet d'une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives des salariés et des employeurs, au niveau national et interprofessionnel (art. L1 du Code du travail).

Toutes les lois qui concernent la matière ne sont pas incorporées dans le Code du travail.

C) La jurisprudence :

Depuis longtemps, le juge social ne s'est plus contenté d'être seulement la bouche de la loi (Montesquieu) : il fait, au contraire, très souvent preuve d'audace dans l'application du droit du travail, modifiant radicalement le sens d'une disposition. Il fait même parfois œuvre de création.

Paragraphe 4 : Les sources infra-nationales/autonomes

Plusieurs typologies de sources interviennent comme dérogations ou particularismes aux règles générales nationales.

A) Les usages professionnels :

L'usage est une règle qui trouve sa source dans une pratique créée à l'initiative de l'employeur ou des salariés et qui a été acceptée par l'autre partie (une simple tolérance ne suffit pas).

Il peut s'agir d'un usage professionnel ou local, d'entreprise etc.

En matière professionnelle, ces usages ne sont pas *contra legem* mais visent plutôt à accorder des droits supplémentaires aux salariés concernés (versement d'une prime, calcul plus avantageux pour la détermination d'un droit etc.).

3 caractères président à la qualification d'une pratique en tant qu'usage :

- La généralité : la pratique vise indifféremment l'ensemble des salariés d'une entreprise ou une catégorie objective de salariés ;
- La constance : la pratique est régulièrement appliquée dans le temps ;
- La fixité : la pratique s'applique dans le temps de la même manière.

➔ In fine, sa caractérisation résulte du pouvoir souverain des juges du fond.

Statut juridique de l'usage : son application et son respect sont obligatoires. Il ne peut cesser que par sa dénonciation ou par la conclusion d'un accord collectif et non pas par la seule décision de ne plus l'appliquer pour l'avenir.

B) Le règlement intérieur :

L'employeur est titulaire d'un pouvoir de direction qui s'exerce sur les biens, ainsi qu'un pouvoir de direction économique, à l'égard des personnes. Ce pouvoir implique la reconnaissance d'un pouvoir réglementaire (imposer des normes générales et abstraites applicables au sein de l'entreprise) et disciplinaire (prononcer de sanctions en cas de non-respect de ces normes internes).

Ce pouvoir réglementaire va se traduire par le règlement intérieur.

Le règlement intérieur est donc l'acte juridique par lequel l'employeur fixe les règles générales et permanentes applicables au fonctionnement de l'entreprise.

Le pouvoir réglementaire de l'employeur **ne peut s'exercer que dans les limites fixées par l'art. L1311-1 et suivants du Code du Travail.**

- ⇒ L'élaboration d'un règlement intérieur est **obligatoire dans les entreprises ou établissements employant 50 salariés et plus, pendant 12 mois consécutifs** (en-dessous, il s'agit d'une faculté laissée à l'employeur).
- ⇒ Le règlement intérieur **fixe les obligations en matière de santé et de sécurité et de discipline**, comprenant exclusivement (**art. L1321-1 du Code du travail**) :
 - les mesures d'application de la réglementation en matière de santé et de sécurité dans l'entreprise ou l'établissement ;
 - les conditions dans lesquelles les salariés peuvent être appelés à participer, à la demande de l'employeur, au rétablissement des conditions de travail protectrices de la santé et de la sécurité des salariés dès lors qu'elles apparaîtraient compromises ;
 - les règles générales et permanentes relatives à la discipline et notamment, la nature et l'échelle des sanctions que peut prendre l'employeur.

Les dispositions adoptées par ce biais ne sont applicables que pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux lois, règlements et conventions collectives applicables, qu'elles sont dépourvues de toute discrimination et qu'elles n'apportent pas aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives des restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir, ni proportionnées au but recherché (cf l'Affaire Baby loup).

C) Les conventions collectives :

Originalité dans le paysage normé français, les conventions collectives sont des actes propres au droit du travail, qui déterminent un certain nombre de règles particulières applicables à une branche professionnelle, une profession voire même une entreprise ou un établissement.

Elles sont conclues par les organisations syndicales représentatives des salariés et des employeurs et ont une force contraignante à l'égard de l'employeur, tenu de les mettre en œuvre sauf exceptions.

D) Les autres règles autonomes :

- L'engagement unilatéral de l'employeur :

Il naît d'une manifestation de volonté de l'employeur et peut prendre un grand nombre de forme (note de service, accord atypique conclu avec les salariés ou les membres du CSE, etc.).

➤ Le contrat de travail individuel :

Le contrat de travail reste un contrat soumis à la libre négociation contractuelle : employeur et salarié peuvent donc convenir de clauses particulières applicables à leur seule relation, soit au moment de la conclusion du contrat soit sous la forme d'avenants tout au long de l'exécution de la relation contractuelle de travail.

SECTION 2 : L'ARTICULATION DES DIFFERENTES SOURCES DU DROIT DU TRAVAIL

La diversité des sources en droit du travail multiplie le risque de contradictions face à une situation où au moins deux sources sont susceptibles de s'appliquer.

Le principe de la hiérarchie des normes est censé résoudre ces éventuels conflits : la norme supérieure l'emportant sur la norme inférieure (§1). Mais la difficulté apparaît lorsque la loi entre en concours avec les normes qui lui sont inférieures (contrat de travail, convention collective, usage etc.).

De nouveau, une spécificité propre au droit du travail intervient : la création d'ordres publics inédits, social (§2) et dérogatoire (§3).

Paragraphe 1 : L'ordre public absolu

Les règles légales du droit du travail qui appartiennent à l'ordre public absolu obéissent à l'art. 6 du Code civil : il est impossible d'y déroger par une convention ou tout autre source normative inférieure, elles sont intangibles. En ce sens, l'article L 2251-1 du Code du travail précise qu'une convention ou un accord collectif ne peuvent déroger aux dispositions qui revêtent les caractères d'OP.

➔ Il n'est pas possible d'y déroger ni dans un sens favorable, ni dans un sens défavorable.

Cette même règle est valable également pour le contrat de travail et l'usage, qui ne peuvent donc aller à l'encontre d'une loi relevant de cet ordre.

Paragraphe 2 : L'ordre public social

Il est caractérisé par l'application du *principe de faveur*, permettant la possibilité de déroger au principe strict de hiérarchie des normes. Ce principe consiste en l'application de la règle la plus favorable au salarié même si cette dernière est inférieure normativement parlant (contrat de travail, convention collective, usage).

En général cet ordre public social détermine un socle légal minimum.

La Cour de cassation a reconnu ce principe en tant que **principe fondamental du droit du travail (Cass. Soc., 27 mars 2001, n° 98-44292)**.

Il est ainsi à même de résoudre les conflits entre :

- Loi et convention collective ;
- Convention collective et contrat de travail ;
- Différentes conventions collectives ;
- Engagements unilatéraux ou usage et contrat de travail ;

- Engagements unilatéraux ou usage et convention collective.

➔ La norme la plus favorable au salarié tend à s'appliquer.

Paragraphe 3 : L'ordre public dérogatoire

Depuis 1982, il existe des lois pour lesquelles il est possible de déroger dans un sens défavorable au salarié, la loi n'ayant qu'un caractère supplétif aux dispositions conventionnelles pouvant être adoptées (il s'agit d'accord collectif dérogatoire).

La consécration de cet ordre a donné lieu à l'essor de deux mécanismes.

A) Le principe de suppléativité :

Certaines dispositions législatives précisent qu'elles ne trouveront à s'appliquer « *qu'à défaut d'accord* » : elles ne seront donc applicables que si les partenaires sociaux ne se sont pas prononcés sur la question.

Cette suppléativité a par exemple été prévue dans le domaine du temps de travail ou des attributions du CSE.

B) Le principe de proximité :

3 applications.

L'article L 2253-1 du Code du travail répertorie 13 matières pour lesquelles la convention de branche a la primauté quant à la définition des conditions d'emploi et de travail des salariés :

- Salaires minima ;
- Classifications professionnelles ;
- Mutualisation des fonds de financement du paritarisme ;
- Mutualisation des fonds de formation professionnelle ;
- Garanties collectives complémentaires ;
- Mesures relatives à la durée du travail, à la répartition et à l'aménagement des horaires ;
- Mesures relatives aux CDD et aux contrats de travail temporaire ;
- Mesures relatives au CDI de chantier ;
- Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Conditions et durée de renouvellement de la période d'essai ;
- Modalités selon lesquelles la poursuite des contrats de travail est organisée entre les deux entreprises lorsque les conditions de l'article L1224-1 du code du travail ne sont pas réunies (transfert d'entreprise) ;
- Les cas de mises à disposition d'un salarié temporaire auprès d'une entreprise utilisatrice ;
- La rémunération minimale du salarié porté et le montant de l'indemnité d'apport d'affaire.

L'article L 2253-2 du Code du travail prévoit la primauté de la branche sur un accord collectif inférieur, dans certains domaines, à condition qu'elle le mentionne expressément.

Les domaines visés sont les suivants :

- La prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels ;
- L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;

- L'effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés, leur nombre et la valorisation de leur parcours syndical ;
- Les primes pour les travaux dangereux ou insalubres.

En dehors des thèmes limitativement énumérés supra, l'article L 2253-3 du Code du travail dispose que les stipulations de la convention collective d'entreprise prévalent sur celles ayant le même objet prévu par la convention collective de branche.

C) Des mécanismes de substitution :

La loi du 8 août 2016 consacre la possibilité pour un accord de groupe de prévoir des clauses permettant à ce dernier de se substituer aux clauses de la convention collective d'entreprise ou d'établissement ayant le même objet.

PARTIE I

LA QUALIFICATION DE LA RELATION DE TRAVAIL SALARIEE ET DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le droit du travail a vocation à régir uniquement les relations individuelles et collectives issues d'une forme de travail particulière : le travail subordonné issu d'un contrat.

Les règles du droit du travail sont donc applicables aux employeurs de droit privé, à leurs salariés ainsi qu'au personnel des personnes publiques employées dans les conditions du droit privé, sous réserve des dispositions particulières ayant le même objet résultant du statut qui régit ce personnel (art. L1111-1 du Code du travail).

Déterminer les critères permettant de qualifier le contrat de travail est essentiel compte tenu des enjeux en découlant :

- L'existence avérée d'un contrat de travail permettra au salarié de bénéficier de l'ensemble des règles considérées comme protectrices face à un rapport de force inégal avec l'employeur (limitation du temps de travail, repos hebdomadaire, rémunération minimale garantie, indemnisation des congés-payés, encadrement de la rupture du contrat de travail, etc.), ainsi que d'être affilié au régime général de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage ;
- L'employeur sera tenu à certaines obligations sociales : respect des dispositions juridiques diverses applicables à la relation contractuelle, paiement des cotisations sociales et déclarations sociales afférentes.

Ces critères vont ainsi permettre de distinguer le salarié, titulaire d'un contrat de travail, des travailleurs indépendants, artisans, commerçants et professions libérales qui en sont dépourvus.

TITRE 1 : L'IDENTIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Il est donc nécessaire et, au-delà, indispensable de pouvoir qualifier le contrat de travail. Cependant la loi n'a jamais défini le contrat de travail : c'est donc la jurisprudence qui a dégagé les critères opérants (Chapitre 1). La loi n'intervenant qu'à la marge pour exclure ou au contraire, inclure dans le salariat, certaines situations (Chapitre 2).

CHAPITRE 1 : LES TROIS CRITERES CONSACRES DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le développement des critères du contrat de travail demeure encore aujourd'hui, essentiellement prétorien (Section 1). Au-delà, cette qualification est indisponible pour les parties et ne saurait par conséquent souffrir de ce que ces dernières auraient pu convenir (Section 2).

SECTION 1 : LA DEFINITION DES CRITERES JURISPRUDENTIELS DU CONTRAT DE TRAVAIL

La jurisprudence définit le contrat de travail comme « **la convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à disposition d'une autre, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant une rémunération** » (Cass. Soc., 22 juillet 1954).

Le contrat de travail se caractérise donc par la réunion de 3 critères cumulatifs :

- Une prestation de travail (§1) ;
- Une rémunération (§2) ;
- Un lien de subordination (§3).

Pense pas bête : la jurisprudence à ce sujet est à retrouver sous l'article L1221-1 du Code du travail.

Sur qui repose la charge de la preuve ?

Il s'agit d'une simple application de l'article 1353 du Code civil : c'est au demandeur de supporter la charge de la preuve de la réalité des critères du contrat de travail, donc à la personne qui se prétend salarié.

Dans quel délai ?

L'action en reconnaissance d'un contrat de travail se prescrit par 5 ans (article 2224 du Code civil) à compter de la date à laquelle la relation contractuelle dont la qualification est contestée a cessé (Cass. Soc., 11 mai 2022, n°20-14421).

Paragraphe 1 : Une prestation de travail

L'exécution d'une prestation de travail peut être de toute nature (A), exclusions faites de certaines activités réalisées dans des cadres particuliers (B).

A) Une vision large de la condition de réalisation d'une prestation de travail:

Cela suppose qu'une personne exerce une activité en vue de la production, au profit d'une autre personne, d'un bien ou d'un service.

Cette activité peut être une **activité** manuelle, intellectuelle ou encore divertissante/ludique. L'essentiel c'est que cette dernière soit **réalisée en faveur d'une tierce personne qui en tire profit**.

Les juges ont dû préciser leur position dans certaines situations jusqu'alors inédites.

➤ Dans le domaine du sport :

Concernant les joueurs considérés comme étant « amateurs », la Cour de cassation a considéré que le fait de participer à des entraînements et des matchs de sport collectif ou individuel doit être assimilé à une prestation de travail dès lors qu'elle présente une finalité lucrative pour le joueur : ce dernier percevait des sommes en contrepartie du temps passé dans les entraînements et matchs (Cass. Soc., 28 avril 2011, n°10-15573).

➤ Les participants à des télérealités :

La prestation de ces participants de ce type de programmes se matérialise par la participation, pendant un temps et dans un lieu sans rapport avec le déroulement habituel de leur vie personnelle, à des activités imposées et à exprimer des réactions lors d'interviews.

Les juges ont considéré que la prestation des participants à ce type d'émission avait pour finalité la production d'un bien ayant une valeur économique (**Cass. Soc., 4 avril 2012, n° 10-28818 à n°10-28830**). Il s'agissait en l'espèce de l'émission de télé « L'île de la tentation ».

Même conclusion pour les participants à l'émission « Pékin express » (**Cass. Soc. 4 février 2015, n°13-25621**) ou à Mister France (**Cass. Soc., 25 juin 2013, n°12-13968**) : la prestation des candidats sert à fabriquer un programme audiovisuel à valeur économique.

Contrairement à ce qu'affirmaient les producteurs, il ne s'agissait donc pas seulement d'un simple enregistrement de leur vie quotidienne.

B) Les prestations empêchant la qualification de contrat de travail :

- Lorsque la prestation de travail est fournie au titre de l'entraide familiale ou amicale (présomption simple pouvant être renversée si la preuve des 3 critères est rapportée) ;
- Lorsque la prestation de travail est un aspect de la participation à une vie communautaire (ex : pour un compagnon Emmaüs qui récupérait et réparait certains objets, Cass. Soc., 9 mai 2001, n° 98-46158) ;
- Lorsque la formation est réalisée dans le cadre d'une formation (Cass. Soc., 17 octobre 2000, n° 98-40986) ;
- Les relations de travail des personnes incarcérées ne font pas l'objet d'un contrat de travail (art. L717-3 du CPP) ;
- La participation d'un demandeur d'emploi à des actions d'évaluation prescrite par l'ANPE (ex-Pôle Emploi), constitue une situation excluante de la qualification d'un contrat de travail (Cass. Soc., 18 juillet 2001, n°99-42525) ;
- La prestation de travail d'un stagiaire est exclue de la qualification sauf si ce dernier accomplit des tâches normales relevant d'un emploi permanent dans l'entreprise (Cass. Soc., 19 décembre 2007, n°06-45139) ;
- Le fait de réaliser son activité dans une structure religieuse empêche la qualification de contrat de travail (Cass. Soc., 20 janvier 2010, n°08-42207), peu importe que l'activité soit normalement mercantile (cas d'une religieuse infirmière : Cass. Ass. Plen. 8 janvier 1993, n°87-20036). Déduction similaire pour les ministres de culte (Cass. Soc., 12 juillet 2005, n° 03-43354).

Paragraphe 2 : Une rémunération, contrepartie de la prestation de travail effectuée

La rémunération n'a pas à être obligatoirement financière : il s'agit de **toute contrepartie largement entendue**, même faible.

Elle peut même consister en un non-versement d'un salaire : la jurisprudence a en effet considéré que **l'absence de versement d'une rémunération n'empêche pas la qualification du contrat de travail**, dès lors que la prestation de travail est réalisée à titre onéreux (chauffeur de taxi qui percevait le prix des courses effectuées directement par les clients, **Cass. Soc, 19 décembre 2000, n° 98-40572**).

Dans le cadre du bénévolat : le remboursement éventuel des frais engagés par le bénévole n'implique par l'existence d'un contrat de travail, sauf à ce que le bénévole perçoit une contrepartie (financière ou en nature) aussi minime soit-elle, qui serait alors assimilée à une rémunération.

Paragraphe 3 : Le lien de subordination

Critère essentiel à la qualification du contrat de travail puisque ce lien n'existe dans aucune autre forme de relation de travail.

A) Le contenu de la définition de la subordination :

Depuis le très célèbre **arrêt « Société Générale »**, le lien de subordination est *« caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné »* (**Cass. Soc., 13 novembre 1996, n°94-13187**).

Le lien de subordination suppose donc l'observation de 3 pouvoirs au sein des mains de l'employeur :

- Un **pouvoir de direction**, pouvant être caractérisé par la formulation d'instructions, d'ordres et/ou de règles internes à suivre pour celui qui fournit la prestation de travail ;
- Un **pouvoir de contrôle** de la part de l'employeur qui surveille l'activité du salarié et qui l'astreint à rendre des comptes sur l'avancée de ses réalisations ;
- Un **pouvoir de sanction** : le salarié pouvant être sanctionné en cas de mauvaise réalisation volontaire de sa prestation de travail.

La réunion de ces 3 pouvoirs peut être plus facilement démontrable lorsque la personne exécute sa prestation de travail dans le cadre d'un **service organisé** par l'employeur, c'est-à-dire dans des locaux ou lieux déterminés par un tiers, à l'aide d'un matériel qui ne lui appartient pas et suivant des horaires et des sujétions plus ou moins imposées.

⇒ *pour des exemples de jurisprudences, voir sous l'article L 1221-1 du Code du travail, sous « intégration dans un service organisé ».*

B) Applications jurisprudentielles du principe de lien de subordination :

➤ Pour un joueur « amateur » de rugby :

Ce joueur était tenu, sous peine de sanctions, de se conformer au règlement interne du club et à la charte des droits et des devoirs du joueur, de participer aux entraînements et rencontres sportives organisées, de s'astreindre à une certaine hygiène de vie. Il percevait en outre une participation aux frais de logement et des « défraiements », qui étaient en réalité des sommes perçues en contrepartie du temps passé dans les entraînements et matchs, que les juges ont finalement requalifiés en rémunération.

➔ Caractérisation des critères de prestation de travail (participation aux entraînements et matchs), de rémunération et du lien de subordination juridique, l'existence des 3 pouvoirs de direction (respect des règles internes édictées par le club), de contrôle (vérification de sa présence aux rendez-vous sportifs fixés) et de sanction étant démontrée (**Cass. Soc., 28 avril 2011, n°10-15573**).

➤ Pour les participants à des télé-réalités :

Arrêt « Koh-Lanta », Cass. Soc., 25 juin 2013, n°12-13968 : Il s'agissait de savoir s'il existait un contrat de travail entre la société de télévision TF1 et les participants. Les juges ont d'abord constaté l'existence d'un règlement duquel ils ont déduit l'existence d'une autorité conférée aux producteurs qui disposaient d'un pouvoir de sanction. De plus le candidat s'engageait à participer aux jeux pendant toute la durée étant nécessaire à la production. Il était mentionné qu'il acceptait expressément d'être filmé à tout moment, qu'il s'engageait à participer à toutes les interviews et témoignages et à y répondre de bonne foi, à participer loyalement à tous les jeux, à voter pour éliminer un ou plusieurs candidats etc.

Arrêt « l'Île de la Tentation », Civ. 1^{er}, 24 avril 2013 : Les juges ont ici retenu une série d'indices pour justifier l'existence d'un lien de subordination juridique : existence d'une « bible » (règlement intérieur) prévoyant le déroulement des journées et la succession d'activités filmées imposées, existence d'interviews dirigées de telle sorte que l'interviewé était conduit à dire ce qui était attendu par la production, ils étaient orientés dans l'analyse de leur conduite, les heures de réveil et de couché étaient fixées par la production, tout comme le choix des vêtements, obligation de vivre sur le site, impossibilité de se livrer à des occupations personnelles, toute infraction aux obligations contractuelles pouvait être sanctionnée par le renvoi de l'émission et existence de sanctions notamment pécuniaires en cas de départ en cours de tournage.

Arrêt « Mister France », Cass. Soc., 25 juin 2013, n°12-13968 : parmi les indices positifs de la subordination il y avait l'obligation de se conformer aux directives des producteurs pour les choix de restauration, obligation de répondre aux questions du présentateur, obligation d'être filmé et d'effectuer les chorégraphies choisies par le producteur. Les juges ont de nouveau considéré qu'il s'agissait d'un état de subordination juridique.

Arrêt « Take Eat Easy », Cass. Soc. 28 novembre 2018, n°17-20079 : livreur à vélo exerçant en qualité d'auto-entrepreneur qui était inscrit sur la plateforme. Il a été rapporté que les documents contractuels remis au livreur présentaient un système de bonus en fonction du temps d'attente au restaurant, d'un autre lié au dépassement de la moyenne kilométrique des coursiers, des pénalités en cas de manquement du coursier à ses obligations contractuelles, de déconnexion ou d'absence de réponse pendant le shift, de cumul de retards importants, de refus de faire une livraison, de circulation sans casque, de connexion en dehors de la zone de livraison sans inscription etc. Le cumul de trois pénalités entraînait une convocation « pour discuter de la situation et de sa motivation à continuer à travailler » avec la plateforme. 4 pénalités et c'était la désactivation du compte.

Les juges ont considéré que ce système de pénalités était évocateur du pouvoir de sanction mobilisable par l'employeur et qu'il en résultait l'existence d'un pouvoir de direction et de contrôle (système de géolocalisation), caractérisant un lien de subordination.

Arrêt « Uber », Cass. Soc., 4 mars 2020, n°19-13316 : selon le même schéma de fonctionnement mais, cette fois-ci, avec un chauffeur VTC travaillant pour la plateforme en tant qu'auto-entrepreneur, la Cour de cassation reconnaît l'existence d'un lien de subordination, après avoir largement détaillé le faisceau d'indices relatif aux pouvoirs de direction, de contrôle et de sanction détenus par la plateforme en ligne rapporté par le chauffeur VT.

SECTION 2 : L'INDISPONIBILITE DE LA QUALIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

La requalification d'une relation en contrat de travail demeure de la compétence souveraine du **juge**, dans ce cadre « **il doit donner ou restituer leur exacte qualification aux faits et actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée** » (art.12 du Code de Procédure Civile).

De ce principe, en a été déduit :

- Un **principe de réalité** : l'existence d'une relation de travail subordonnée dépend des conditions de fait dans lesquelles est exercée l'activité professionnelle considérée ;
- Le fait que « la volonté des parties est impuissante à soustraire un salarié au statut social qui découle nécessairement des conditions d'accomplissement de son travail » (**Ass. Plen., 4 mars 1983, n° 81-15290 et n°81-1164**).
Ce principe découle de l'article 6 du Code civil qui consacre le caractère d'ordre public du droit du travail.
- Un **principe d'indisponibilité** de la qualification : l'existence et la caractérisation d'une relation de travail « ne dépend ni de la volonté exprimée par les parties ni de la dénomination qu'elles ont donné à leur convention, mais des conditions de fait dans lesquelles est exercées l'activité des travailleurs » (**Cass. Soc, 19 décembre 2000, n° 98-40572**).
 - ⇒ La volonté des parties ne saurait donc faire échec à la requalification d'une situation en relation de travail subordonnée, soumise à l'existence d'un contrat de travail et à l'application du droit du travail, dès lors que les 3 conditions de prestation de travail, de rémunération et de lien de subordination effectif sont avérées.

CHAPITRE 2 : LES PRESOMPTIONS DE SALARIAT ET DE NON-SALARIAT PREVUES PAR LA LOI

Le législateur a édicté deux sortes de présomptions : de salariat (§1) et de non-salariat (§2).

Paragraphe 1 : Les présomptions de salariat

La qualification de contrat de travail est admise, peu importe que les conditions posées à sa caractérisation ne soient pas vérifiées. Les catégories de personnes visées sont les suivantes :

- Les VRP (art. L7313-1 du Code du travail) ;
- Les journalistes professionnels (art. L7121-1 et suivants du Code du travail) ;
- Les mannequins (art. L7123-3 du Code du travail).

C'est une **présomption irréfragable** qui ne peut jamais être remise en cause.

Paragraphe 2 : Les présomptions de non-salariat

Ces présomptions concernent les personnes physiques (**art. L8221-6 du Code du travail**) :

- Immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, au registre des agents commerciaux ;
- Immatriculées au registre de transport routier de personnes exerçant une activité de transport scolaire ou de transport à la demande ;
- Les dirigeants des personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés et leurs salariés.

Ces personnes sont donc présumées ne pas être liées avec le donneur d'ordre pour lequel elles réalisent la prestation demandée. Cependant, c'est une **présomption simple** qui peut être renversée, à charge pour la personne demandant la requalification de prouver les éléments constitutifs du contrat de travail.

A titre d'exemple, les juges ont admis que la qualité d'autoentrepreneur n'exclut pas la qualification de contrat de travail (**Cass. Crim., 15 décembre 2015, n°14-85638 ; Cass. 2^e civ., 7 juillet. 2016, n° 15-16110**).

CHAPITRE 3 : LE CAS PARTICULIER DU CO EMPLOI

Situation « anormale » du droit du travail, le co emploi est un mécanisme né de la jurisprudence permettant de reconnaître l'existence d'une situation où un salarié est, dans les faits, sous la subordination juridique de plusieurs employeurs, alors même que son contrat de travail ne désigne qu'un seul employeur.

Cette situation doit demeurer exceptionnelle, « *caractérisée lorsqu'il existe un tel état d'imbrication entre l'employeur déclaré et un tiers au contrat de travail* » (Pierre Bailly, ancien conseiller-doyen à la Cour de cassation).

Les critères permettant de caractériser le co emploi sont divers, selon la situation juridique des entreprises désignées co employeurs (Section 1). La reconnaissance d'une telle situation n'est pas sans conséquences pour les employeurs désignés co employeurs (Section 2).

SECTION 1 : LES CRITERES DETERMINANTS DU CO EMPLOI

Critères selon que la situation de co emploi résulte, au départ, d'une simple mise à disposition de salarié entre deux entreprises (§1) ou se déploie dans le cadre d'un groupe (§2).

Paragraphe 1 : Co emploi et lien de subordination juridique, quand la mise à disposition va trop loin

Un salarié est en principe lié à un seul et unique employeur dans le cadre d'un contrat de travail.

A l'occasion de l'exécution du contrat de travail, le salarié peut être mis à la disposition d'une autre entreprise par le biais d'un contrat de mise à disposition (*contrat tripartite : employeur – salarié – entreprise utilisatrice*) déterminant les conditions de mise en œuvre de cette mise à disposition.

En parallèle et parce que le contrat de travail perdure, un avenant est rédigé. L'entreprise d'origine conserve le statut d'employeur et les prérogatives afférentes. A la fin de la mise à disposition, le salarié dispose d'un droit à la réintégration dans son poste et son entreprise d'origine.

L'entreprise utilisatrice se voit, quant à elle, transférer le pouvoir de direction pour la durée de la mise à disposition.

Cependant, il peut arriver que l'entreprise utilisatrice s'arroge la possibilité d'aller au-delà du pouvoir de direction qui lui est délégué temporairement, traitant le salarié comme s'il était l'un des siens, en décidant par exemple :

- De faire usage de son pouvoir disciplinaire à son encontre (Cass. Soc., 1^{er} juillet 1997, n°94-45102 ; Cass. Soc., 30 juin 2010, n°09-67496) ;
- Fixer les dates de congés du salarié (Cass. Soc., 15 mars 2006, n°04-45518).

Dans ces hypothèses, le salarié peut faire connaître l'existence d'un véritable lien de subordination avec l'entreprise utilisatrice et partant, faire requalifier le contrat de mise à disposition en contrat de travail (Cass. Soc., 4 avril 1990, n°86-44229).

Une situation de co emploi a également été admise hors convention de mise à disposition :

- Lorsque la mise en commun d'un certain nombre de moyens humains (sans être dans le cadre d'un groupe) a conduit à dégager la notion d'employeurs conjoints pour deux sociétés exerçant leur pouvoir de direction conjointement sur le salarié (Cass. Soc., 22 janvier 1992, n°87-44284) ;
- Pour le travailleur dépourvu du contrat de travail, qui a fait reconnaître l'existence d'un lien de subordination juridique entre lui et deux sociétés différentes (Cass. Soc., 13 juin 2006, n°04-43878).

Paragraphe 2 : Le co emploi au sein d'un groupe

Il arrive que la société-mère d'un groupe s'implique plus que de mesure dans la gestion de ses filiales.

Une situation de co emploi peut alors être reconnue, sans qu'il soit nécessaire de constater l'existence d'un lien de subordination individuel, entre plusieurs salariés de filiales et la société-mère de ce même groupe (Cass. Soc., 28 septembre 2011, n°10-12278), qui acquière de ce fait la qualité d'employeur conjoint ou co employeur.

Les conditions d'admission du co emploi au sein d'un groupe ont évolué dans le temps, au fil de la jurisprudence sociale. D'abord fondé sur le critère de la triple confusion d'intérêts, d'activité et de direction (A), les juges l'ont récemment abandonné au profit de celui de la perte d'autonomie par immixtion permanente et anormale de la société-mère (B).

A) L'ancien critère de la triple confusion d'intérêts, d'activité et de direction :

Dans l'arrêt **Molex** du 2 juillet 2014, la Cour de cassation jugeait qu' « hors l'existence d'un lien de subordination, une société faisant partie d'un groupe ne peut être considérée comme un co-employeur à l'égard du personnel employé par une autre, que s'il existe entre elles, au-delà de la nécessaire

coordination des actions économiques entre les sociétés appartenant à un même groupe et de l'état de domination économique que cette appartenance peut engendrer, une confusion d'intérêts, d'activités et de direction se manifestant par une immixtion dans la gestion économique et sociale de cette dernière » (Cass. Soc., 2 juillet 2014, n°13-15208 : *en l'espèce, refus reconnaissance de cette triple confusion*).

- **Confusion d'intérêts : les deux sociétés poursuivent un même objectif ;**
- **Confusion d'activités : les activités sont inséparables les unes des autres ;**
- **Confusion de direction : la société employeur n'a pas d'autonomie directionnelle sur ses salariés.**

En application de ces critères, une situation de co emploi n'a pas été admise malgré :

- L'existence de dirigeants communs, un siège situé au même endroit, la nécessité pour l'employeur de tenir compte des décisions arrêtées au niveau du groupe, les concours financiers qu'une société holding peut être amenée à consentir, notamment pour aider au financement de mesures sociales (arrêt Molex précité) ;
- Des services commerciaux et administratifs communs, ainsi que des conventions de trésorerie ou de compensation (Cass. Soc., 9 octobre 2019, n° 17-28150) ;
- Des conventions d'assistance technique et de gestion de trésorerie (Cass. Soc., 24 juin 2018, n° 16-18621) ;
- Une étroite collaboration entre les sociétés du même groupe à la faveur d'une convention d'assistance rémunérée (Cass. Soc., 7 mars 2017, n° 15-16865) ;
- Des engagements pris pour garantir les obligations de la filiale (Cass. Soc., 6 juillet 2016, n° 14-27266).

A contrario, un état de co emploi pouvait résulter du pouvoir d'action permanent exercé par le DRH du groupe au détriment du dirigeant de la filiale, de l'immixtion de la société mère dans la gestion économique et sociale de cette filiale, du contrôle des activités administratives, contractuelles et financières par une autre entité, ces éléments établissant que l'employeur était totalement soumis à une direction commune et ne disposait plus d'aucun pouvoir propre dans la conduite des affaires (Cass. Soc., 6 juin 2016, n° 15-15481).

L'emploi délicat de cette triple confusion a conduit les juges à exclure la reconnaissance des situations de co emploi depuis leur consécration (à l'exception du dernier arrêt précité) !

Un recadrement des critères de qualification du co emploi dans un groupe était donc nécessaire.

B) Un co emploi désormais défini par le critère unique de l'immixtion permanente :

La chambre sociale retient désormais que c'est la perte d'autonomie d'action de la filiale, qui ne dispose pas du pouvoir réel de conduire ses affaires dans le domaine de la gestion économique et sociale, qui est déterminante dans la caractérisation d'une immixtion permanente anormale de la société-mère (critère constitutif du co emploi).

Dorénavant, « hors l'existence d'un lien de subordination, une société faisant partie d'un groupe ne peut être qualifiée de co employeur du personnel employé par une autre que s'il existe, au-delà de la nécessaire coordination des actions économiques entre les sociétés appartenant à un même groupe et de l'état de domination économique que cette appartenance peut engendrer, une **immixtion permanente de cette société** dans la gestion économique et sociale de la société employeur, conduisant à la perte totale d'autonomie d'action de cette dernière ».

Cass. Soc., 25 novembre 2020, n°1813.769

La note explicative diffusée par la chambre sociale sur le site public de la Cour de cassation insiste sur ce point et retient que seule la perte totale d'autonomie d'action d'un employeur qui se trouve privé du pouvoir de conduire ses affaires peut permettre de reconnaître la qualité d'employeur conjoint à celui qui est à l'origine de cette situation anormale (souvent, la société mère).

En l'espèce, il s'agissait d'une société reprise en 2010 par un groupe japonais, société qui avait licencié ses salariés pour motif économique en 2012. Les salariés contesté leur licenciement en mettant en cause leur employeur ainsi que la société-mère en qualité de co-employeur.

La Cour d'appel avait admis la triple confusion d'intérêts, d'activités et de direction en constatant de nombreuses interventions anormales de la société-mère dans la gestion des contrats, des contentieux du personnel, des fournitures et des marchandises de la filiale et des interférences dans la gestion des ressources humaines et de la trésorerie. Appliquant le critère inédit de l'immixtion permanente, la Cour de cassation n'a pas constaté la réunion des conditions du co emploi : l'immixtion de la société-mère n'étant pas permanente, la filiale ayant conservé une certaine autonomie d'action dans les faits.

⇒ C'est donc désormais l'immixtion permanente d'une société entraînant une perte complète de l'autonomie et de la capacité d'action de la filiale qui permet de caractériser un état de co emploi.

SECTION 2 : LES CONSEQUENCES DE LA RECONNAISSANCE DE CO EMPLOI

La reconnaissance d'une situation de co emploi a pour objet de sanctionner des relations anormales entre deux sociétés, afin que la société qui s'immisce de manière anormale dans la direction d'une autre société assume les responsabilités attachées au statut d'employeur.

La conséquence non négligeable de cette requalification c'est l'application des dispositions du droit du travail et notamment les obligations incombant à l'employeur, au second employeur ainsi désigné co employeur.

Elle permet donc d'offrir aux salariés un autre débiteur d'obligations potentiellement plus solvable, favorisant de ce fait leur éventuelle indemnisation en cas de non-respect de la procédure de licenciement.

Par exemple, dans le cas d'un licenciement économique, les co employeurs doivent chacun supporter les conséquences d'un tel licenciement, notamment celles pouvant affecter la validité de ce dernier (mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi ou respect de l'obligation de reclassement).

Dans le cadre d'une mise à disposition requalifiée en co emploi, l'éventuelle fin de mise à disposition aurait dû être en réalité une procédure de licenciement dont les formalités n'auront nécessairement pas été respectés. Cela pourra donner lieu à un contentieux prud'homal afin de faire reconnaître la rupture

en licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse et, par conséquent, obtenir les indemnités afférentes au non-respect de la procédure de licenciement, détaillée aux articles L 1232-2 à L 1232-6 (étapes) et L 1235-2 (motivation de lettre de licenciement) du Code du travail.

Raisonnement analogue pour une demande d'heures supplémentaires à l'entreprise co employeur : le salarié pourra demander le paiement de ses heures et obtenir, le cas échéant, le versement d'une indemnité pour travail dissimulé (6 mois de salaires).

Et si la question d'existence du contrat de travail tombe à l'examen ?

1- Rappel du rôle du juge dans la requalification (art. 12 CPC) + principe d'indisponibilité et principe de réalité applicables en la matière

2- Vérifier que la situation ne relève pas des présomptions de salariat ou de non-salariat

3 (optionnel)- En cas de situation apparente de co emploi :

- En dehors d'un groupe : déterminer si existence d'un lien de subordination selon la définition classique ;
- En présence d'un groupe : déterminer si le critère de l'immixtion permanente entraînant une perte complète de l'autonomie et de la capacité d'action de la filiale est caractérisé.

4- Application des critères de qualification du contrat de travail : critères prétoriens cumulatifs :

- Une prestation de travail : de toute nature, à l'exception des activités culturelles ou d'insertion/formation ;
- Une rémunération : peu importe la forme ou l'importance ;
- Un lien de subordination : faisceau d'indices démontrant que l'employeur exerce les pouvoirs de direction, de contrôle et disciplinaire (le + important).

5- Conclusion : existence ou non d'un contrat de travail et préciser les conséquences d'une telle requalification :

- Application du droit du travail ;
- Compétence du CPH (art. L1411-1 du Code du travail).

TITRE 2 : LA CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Lorsqu'est évoquée la formation du contrat de travail, trois étapes sont à distinguer :

- Le processus de recrutement, qui répond à des exigences strictes (Chapitre 1) ;
- L'éventuelle rédaction d'une promesse d'embauche (Chapitre 2) ;
- L'établissement du contrat de travail, qui peut prendre plusieurs formes (Chapitre 3).

CHAPITRE 1 : LE RECRUTEMENT, UN PROCESSUS STRICTEMENT ENCADRE

Les opérations de recrutement sont largement règlementées quant aux moyens d'obtenir les informations pertinentes à l'embauche (§1) mais aussi en raison de certaines limitations à la possibilité de recrutement discrétionnaire offerte à l'employeur (§2).

Paragraphe 1 : La réglementation applicable aux opérations de recrutement

Le contrat de travail est un contrat conclu intuitu personae (en considération de la personne) et cela emporte deux conséquences :

- D'une part, la personne du candidat est déterminante du consentement de l'employeur de sorte que ce dernier est autorisé à invoquer, le cas échéant, la nullité du contrat pour erreur sur la personne ;
- Ce caractère intuitu personae justifie les investigations menées préalablement à l'embauche : l'employeur a même un devoir de se renseigner sur les candidats pressentis (**Cass. Soc., 3 juillet 1990, n°81-40349** : après l'embauche, une société apprend que le directeur général salarié a déposé le bilan d'une société qu'il dirigeait antérieurement, la société invoque la nullité du contrat de travail mais refus par la Cour de cassation faute pour la société de s'être renseignée sur les antécédents du salarié qui avait pourtant bien indiqué au moment de l'entretien avoir été PDG d'une société dont le nom avait été mentionné sur son CV).

Si l'employeur a des obligations quant aux techniques de recrutement utilisées (A), le candidat est également astreint à une obligation de loyauté (B).

A) Les obligations de l'employeur lors du processus d'embauche :

Trois grandes obligations relatives aux techniques d'informations pouvant être utilisées (1) et une relative au respect de la personne du candidat (2).

1) Les obligations relatives aux techniques d'informations utilisées :

Le recrutement doit être conforme aux principes de pertinence (a), de transparence (b) et de finalité (c).

a) Le principe de pertinence :

Inscrit à l'**article L 1221-8 du Code du travail** : « *les méthodes et techniques d'aide au recrutement ou d'évaluation des candidats à un emploi doivent être pertinentes au regard de la finalité poursuivie* » (alinéa 3).

Le candidat doit donc être informé, préalablement à leur mise en œuvre, des méthodes et techniques d'aides au recrutement utilisées (tests techniques, graphologie, etc.). Les résultats obtenus doivent rester confidentiels et être portés à la connaissance du candidat si ce dernier en émet le souhait.

Le recours à des méthodes reposant sur la numérologie, l'astrologie ou la morphopsychologie n'est pas envisageable, à défaut de pertinence scientifique.

b) Le principe de transparence :

Aucune information concernant personnellement le candidat ne peut être collectée par un dispositif qui n'a pas été préalablement porté à sa connaissance (**art. L1222-8 al.1 du Code du travail**). Même chose pour les modalités de collecte de ses informations (art. L1222-9 du Code du travail).

Il s'agit par exemple d'informer le candidat de la prise de référence auprès d'anciens employeurs.

Deux remarques :

- La loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 accorde aux candidats à l'embauche un droit d'accès à l'ensemble des documents établis à l'occasion de son embauche ;
- L'employeur doit informer le CSE des techniques de recrutement utilisées afin de permettre un contrôle de la part de ce dernier. Obligation préalable à la mise en œuvre de ces techniques. A défaut, l'employeur s'expose aux peines du délit d'entrave.

c) Le principe de finalité :

L'employeur doit respecter une stricte corrélation entre les informations demandées et les exigences du poste à pourvoir (**art. L1221-6 du Code du travail**). La prise de ces informations n'a pour but que d'apprécier la capacité du candidat à occuper l'emploi, ses aptitudes professionnelles, ses facultés d'adaptation, ses potentialités à évoluer ou encore les éléments de sa personnalité en rapport avec les exigences du poste (autonomie, collaboratif, sens des responsabilités, etc.).

A ce titre, l'employeur peut donc demander ou poser des questions sur la formation universitaire ou professionnelle du candidat, ses diplômes ou ses antécédents professionnels.

2) Une obligation de non-discrimination :

Obligation découlant de l'**article L1132-1 du Code du travail** : il est interdit d'écarter une personne d'une procédure de recrutement pour un motif illicite listé (état de santé du salarié, ses antécédents judiciaires sauf emplois spécifiques notamment ceux liés à la sécurité, sa religion, son appartenance ou non à un syndicat, etc.).

Il ne pourra être reproché au candidat de ne pas répondre à toutes les questions relatives aux thèmes énoncés à l'article L1132-1 du Code du travail ou qui n'ont aucun lien nécessaire avec l'emploi proposé.

L'attitude discriminatoire traduite par un refus d'embauche tombe sous le coup de l'article 225-2-5° du Code pénal (3 ans d'emprisonnement et 45 000€ d'amende).

Cependant il ne sera pas possible pour le candidat évincé pour motif discriminatoire de réintégrer le processus de recrutement ou le poste en question.

B) Les informations pouvant être fournies par le candidat :

Le candidat n'est pas tenu d'une obligation générale de renseignement à l'égard du recruteur : le silence d'un candidat ne peut lui être imputé à faute puisque le recruteur a le devoir de se renseigner.

Il convient de distinguer selon que les informations sont fournies spontanément par le candidat (1) ou données à la demande de l'employeur (2).

1) Les informations fournies spontanément par le candidat :

Conformément au droit commun, le fait de fournir des informations inexactes est en principe constitutif d'un dol (Cass. Soc., 17 octobre 1995, n°94-41239 : candidat qui avait produit un CV mensonger en faisant état de 2 diplômes imaginaires).

Pour autant, la jurisprudence se montre moins exigeante à l'égard du candidat et distingue selon que l'information inexacte a eu un rôle déterminant dans le recrutement :

- Si l'information a un rôle essentiel et déterminant dans le recrutement du candidat et qu'il apparaît au moment de la prise de fonction que le salarié n'a pas les compétences effectives pour occuper le poste la part du salarié, les juges admettent qu'il s'agit d'un dol et valide l'éventuel licenciement ayant eu lieu ;
- Si le mensonge n'a eu aucune incidence sur les réelles compétences du candidat embauché et ne cause aucun préjudice à l'employeur, alors le dol n'est pas constitué et l'éventuel licenciement sera injustifié pour nullité du contrat de travail (**Cass. Soc., 30 mars 1999, n°96-42912**).

⇒ La fourniture de renseignements inexacts par le candidat lors de l'embauche n'est un manquement à l'obligation de loyauté susceptible d'entraîner la nullité du contrat de travail que si cela constitue un dol.

⇒ La fourniture d'informations inexactes ne constitue pas en soi un dol.

2) Les informations fournies à la demande de l'employeur :

Le candidat bénéficie d'un droit de non-révélation d'informations qui peut se traduire par la fourniture d'informations inexactes.

Ce droit de non-révélation est consacré spécifiquement dans le Code du travail au bénéfice de la femme enceinte : la femme qui ne révèle pas son état de grossesse ne peut se voir reprocher aucune faute (art. L1225-5 du Code du travail).

Il concerne plus généralement l'ensemble des informations relatives à la vie privée du salarié listées à l'article L1132-1 du Code du travail.

Paragraphe 2 : Les limitations au recrutement discrétionnaire de l'employeur

Par principe l'employeur dispose d'une liberté totale dans le choix de ses collaborateurs, qui découle du principe de la liberté d'entreprise reconnue constitutionnellement (**Cons. Constit., 20 juillet 1988, n°88-224**). En théorie donc, l'employeur est libre de choisir le candidat qu'il souhaite.

Pour autant cette liberté souffre de deux exceptions :

- A raison d'interdiction d'emplois : qui se fondent principalement sur la nationalité, l'âge (interdiction d'embauche des mineurs de moins de 16 ans sauf exceptions ; emplois interdits pour tout mineur : emploi dans un débit de boissons), le sexe (interdiction d'employer une femme enceinte dans les 6 semaines suivant son accouchement) ou la nature du contrat (interdiction d'embaucher sous CDD pour effectuer des travaux particulièrement dangereux) ;
- A raison de l'existence de règles de priorités d'emplois : elles concernent essentiellement les personnes handicapées (quota d'embauche à respecter dans chaque entreprise) ou les salariés licenciés pour motif économique qui dispose d'une priorité de réembauchage en cas de poste vacant pendant les 12 mois suivants leur licenciement économique.

CHAPITRE 2 : LA PROMESSE D'EMBAUCHE

Le régime de la promesse d'embauche a été profondément remanié par un arrêt du 21 septembre 2017.

Pense pas bête : la jurisprudence relative à la promesse d'embauche se trouve sous l'article L 1221-1 du Code du travail.

Paragraphe 1 : Le régime juridique de la promesse d'embauche avant le revirement de jurisprudence

Avant 2017, la promesse d'embauche s'entendait d'une offre écrite, ferme et définitive adressée par l'employeur au candidat par laquelle il s'engageait à embaucher le salarié. Trois éléments devaient être précisés dans l'écrit : l'emploi occupé, la date d'entrée en fonction et le lieu de travail.

Dès lors que ces trois éléments étaient vérifiés, la promesse d'embauche valait contrat de travail et la rupture ne pouvait passer que par un licenciement ou autre mode de rupture du contrat admise en droit du travail. Ainsi la jurisprudence considérait que si le candidat avait accepté la promesse mais que l'employeur se rétractait postérieurement à cette acception, il s'agissait d'une rupture du contrat de travail. Il était en outre admis que la rupture de cette promesse causait nécessairement un préjudice au candidat qui pouvait alors prétendre à l'indemnisation de ce dernier (Cass. Soc., 12 mai 2003, n°01-42068).

Paragraphe 2 : Le nouveau régime juridique de la promesse d'embauche

Ce revirement est en lien avec l'ordonnance du 10 février 2016 (n°2016-131) dont les dispositions relatives à la définition de l'offre et de la promesse de contrat trouvent à s'appliquer en matière sociale (A). L'application de ces principes a entraîné une nouvelle définition des termes d'offre et de promesse d'embauche (B). Les conséquences de ce revirement sont importantes en cas de rupture de la promesse (C).

A) Les principes contractuels civilistes applicables à la promesse d'embauche :

Les nouveaux articles du Code civil qui s'appliquent sont les suivants :

- Article 1113 : qui définit le contrat comme étant « *formé par la rencontre d'une offre et d'une acceptation par lesquelles les parties manifestent leur volonté de s'engager* » ;
- Article 1114 : qui précise que « *l'offre faite à personne déterminée ou indéterminée, comprend les éléments essentiels du contrat envisagé et exprime la volonté de son auteur d'être lié en cas d'acceptation. À défaut, il y a seulement invitation à entrer en négociation* » ;
- Article 1124 : qui définit la promesse d'embauche comme « *le contrat par lequel une partie, le promettant, accorde à l'autre, le bénéficiaire, le droit d'opter pour la conclusion d'un contrat dont les éléments essentiels sont déterminés, et pour la formation duquel ne manque que le consentement du bénéficiaire.*
La révocation de la promesse pendant le temps laissé au bénéficiaire pour opter n'empêche pas la formation du contrat promis.
Le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul » ;
- Article 1115 : l'offre peut être librement rétractée tant qu'elle n'est pas parvenue à son destinataire ;
- Article 1116 : « *l'offre peut être rétractée avant l'expiration du délai fixé par son auteur ou, à défaut, à l'issue d'un délai raisonnable* » ;
- Article 1117 : l'offre est caduque à l'expiration du délai fixé ou, à défaut, à l'issue d'un délai raisonnable ;
- Article 1118 : « *L'acceptation est la manifestation de volonté de son auteur d'être lié dans les termes de l'offre.*
Tant que l'acceptation n'est pas parvenue à l'offrant, elle peut être librement rétractée, pourvu que la rétractation parvienne à l'offrant avant l'acceptation » ;
- Article 1120 : le silence ne vaut pas acceptation ;
- Article 1121 : le contrat est conclu dès que l'acceptation de l'offre parvient à l'offrant.

B) Les nouvelles définitions d'offre et de promesse d'embauche :

La promesse s'entend désormais d'un acte par lequel un employeur propose un engagement précisant les **éléments essentiels du contrat de travail** (emploi, rémunération date d'entrée en fonction, lieu de travail, période d'essai) et **exprime sa volonté définitive à la conclusion du**, qui peut être librement rétractée tant qu'elle n'est pas parvenue à son destinataire.
→ c'est un acte qui comprend les éléments essentiels du futur contrat de travail + le consentement clair et explicite de l'employeur quant à la formation du contrat présenté, qui n'attend, pour être formé, que l'accord du candidat.

L'offre d'embauche nouvelle version est un acte contenant les mêmes éléments essentiels du contrat de travail à la différence que l'employeur ne s'engage pas immédiatement mais seulement en cas d'acceptation par le salarié pour la conclusion du contrat de travail.

La promesse laisse un droit d'opter ou non pour la conclusion du contrat de travail pour le bénéficiaire de cette promesse.

Arrêt : Cass. Soc., 21 septembre 2017, n°16-20103

C) Les conséquences juridiques de la rétraction d'une offre et d'une promesse d'embauche :

L'on parle désormais d'offre de contrat de travail et de promesse unilatérale de contrat de travail.

1) Pour l'offre de contrat de travail :

En vertu de l'article 1113 du Code civil, dès que le candidat accepte l'offre, le contrat est formé, même si l'entrée en fonction est différée.

La rétractation d'une offre d'emploi par l'employeur avant que le salarié n'ait répondu et donné son consentement ou qu'elle soit atteinte de caducité, engage la responsabilité extracontractuelle de l'employeur et ouvre droit pour le candidat à formuler une demande de dommages et intérêts en raison du préjudice subi résultant de cette rupture (art. 1116 al.3 du Code civil).

Pour autant cette rétraction empêche la conclusion du contrat de travail (art. 1116 al. 2 du Code civil).

2) Pour la promesse unilatérale de contrat de travail :

Premièrement, lorsque le consentement du bénéficiaire a été donné et que l'employeur se rétracte par la suite, le contrat demeure malgré tout formé et cette rétractation doit être qualifiée de licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Deuxièmement, même si l'employeur se rétracte pendant le délai alors que le bénéficiaire n'a pas encore levé l'option, le contrat est formé : la révocation n'empêche pas la formation du contrat de travail promis. Et en théorie, un éventuel contrat de travail conclu avec une tierce personne pendant le délai d'option doit être requalifié de nul, à condition que le tiers ait eu connaissance de cette promesse d'embauche (art. 1124-3 du Code civil).

Troisièmement, si l'employeur se rétracte après le délai d'option laissé au candidat : la rétractation est licite et n'emporte aucune conséquence juridique (art. 1122 du Code civil).

	Avant revirement	Après revirement
Définition/qualification de la promesse d'embauche	Critères : emploi occupé, lieu de travail et date d'entrée en fonction	Mêmes critères + rajout de celui de la rémunération prévue dans le contrat de travail proposé. Nouveauté importante : Il faut que l'employeur ait marqué sa volonté de s'engager de façon claire et explicite.
Régime de la promesse d'embauche	si les critères de la promesse étaient vérifiés : le contrat était formée et la rétractation de l'employeur = rupture du contrat de travail donc il y aurait dû avoir application des règles du licenciement. <input type="checkbox"/> indemnisation du préjudice, la rupture causant nécessairement un préjudice réparable pour le candidat	Le contrat de travail est formé et la rétractation est assimilée à un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Le contrat conclu avec un tiers en violation de la promesse d'embauche est nul (si connaissance par le tiers).
Définition/qualification de l'offre d'embauche	Comme pour la promesse d'embauche + droit d'opter laissé au bénéficiaire de l'offre.	Proposition d'engagement sans aucune force contraignante reprenant les éléments essentiels du contrat de travail (rémunération, poste et date d'entrée). + elle précise de façon explicite que l'employeur n'entend être obligé envers le candidat que si celui-ci accepte la proposition.
Régime de l'offre d'embauche	Aucun engagement de la responsabilité de l'employeur en cas de rétractation.	<input type="checkbox"/> si rétractation avant délai fixé ou raisonnable : engagement responsabilité extracontractuelle de l'employeur mais la rétractation empêche la formation du contrat. <input type="checkbox"/> si rétraction après le délai fixé ou raisonnable : rétraction licite.

Tableau récapitulatif du régime de l'offre et de la promesse d'embauche

CHAPITRE 3 : L'ETABLISSEMENT DU CONTRAT DE TRAVAIL

Aux termes de l'article L 1221-1 du Code du travail, le contrat de travail répond au principe du consensualisme selon lequel, les parties peuvent librement convenir de la forme qu'il aura.

Par principe, le contrat verbal est donc admis et pleinement valable pour permettre de caractériser une relation de travail salariée.

Mais même si l'écrit n'est pas une condition de validité du contrat de travail, une directive européenne du 14 octobre 1991 fait obligation d'informer par écrit le salarié des éléments essentiels de son embauche, à savoir : identité des parties, lieu de travail, classification professionnelle, convention collective applicable, rémunération. L'employeur a un délai de 2 mois pour satisfaire à cette obligation.

L'écrit reste malgré tout fortement conseillé et même nécessaire à titre probatoire.

Pour autant, le principe souffre de principes où l'exigence d'un contrat de travail écrit est indispensable à sa validité :

- Le contrat de travail verbal n'est valable que s'il s'agit du CDI à temps complet : dès lors qu'il s'agit d'un temps partiel, le contrat de travail doit obligatoirement être écrit et comporter certaines mentions obligatoires ;
- Les contrats dits « atypiques » (CDD et contrat intérimaire) doivent être écrits et comporter certaines mentions obligatoires (cf infra sur la rédaction et le contenu obligatoire propres à ces deux types de contrats).

Faute d'écrit, les contrats de travail à temps partiel et l'ensemble des contrats atypiques sont réputés avoir été conclus pour une durée indéterminée (art. L1242-12 du Code du travail) et à temps complet (art. L3123-14 du Code du travail).

De plus, l'embauche doit s'accompagner de l'accomplissement de certaines formalités :

- La Déclaration Unique à l'Embauche ou DUE, prévue à l'article L1221-10 du Code du travail ;
- L'inscription du salarié sur le registre du personnel (art. L1221-13 du Code du travail).

Et si la question de la qualification d'une promesse ou d'une offre d'embauche tombe à l'examen ?

1- La qualification de l'acte écrit proposé au candidat

D'abord :

- définition de la promesse d'embauche (art. 1124 du Code civil) ;
- définition de l'offre d'emploi (art. 1114 du Code civil).

Puis :

- évolution du droit des obligations par ordonnance du 10.02.2016 : conduit à apprécier différemment, mais en lien avec cette évolution, la portée des offres et des promesses d'embauche de contrat de travail ;
- nouvelles définitions des promesses unilatérales et offres de contrats de travail.

In fine, compétence du CPH pour apprécier la demande de qualification de l'acte proposé.

2- Régime juridique de l'acte :

- explication du régime juridique de l'acte proposé en l'espèce au candidat.

TITRE 3 : LA PERIODE D'ESSAI

L'article L 1221-20 du Code du travail indique le but de la période d'essai : « *elle permet à l'employeur d'évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d'apprécier si les fonctions occupées lui conviennent* ».

Elle précède l'embauche définitive du salarié.

⇒ Il s'agit d'une période au cours de laquelle les parties apprécient mutuellement la pertinence de se lier dans une relation contractuelle salariale, elle peut être **rompue unilatéralement sans aucune formalité ni justification** par chacune des parties.

⇒ Régime juridique : articles L 1221-19 à L 1221-26 du Code du travail.

Des conditions de validité président à la mise en œuvre d'une période d'essai (Chapitre 1), au même titre qu'une éventuelle rupture par l'une des parties (Chapitre 2).

CHAPITRE 1 : LES CONDITIONS DE VALIDITE DE LA PERIODE D'ESSAI

Conditions relatives à son existence (Section 1), à sa durée (Section 2), à son éventuel renouvellement (Section 3) et sa rupture (Section 4).

SECTION 1 : L'EXISTENCE EFFECTIVE DE LA PERIODE D'ESSAI

La période d'essai ne se présume pas : afin de produire ses effets, elle doit être expressément stipulée dans la lettre d'engagement (promesse ou offre d'embauche) ou le contrat de travail (**art. L1221-23 du Code du travail**). **A défaut de mention expresse, le salarié est présumé réputé embauché sans période d'essai**. Ainsi en cas de contrat verbal, il ne peut y avoir de période d'essai. Dès lors, toute rupture devra suivre les règles de rupture du contrat de travail et à défaut, la rupture s'analysera en licenciement sans cause réelle et sérieuse avec les conséquences pécuniaires que cela suppose (indemnité de licenciement, indemnité compensatrice de préavis, dommages et intérêts).

Une salariée notifie à son employeur, moins d'un mois après sa prise de poste, sa volonté de mettre fin à la période d'essai. L'employeur refuse, soutenant que la salariée n'avait pas signé de contrat de travail stipulant une période d'essai.

La Cour de cassation donne raison à l'employeur et rappelle que la période d'essai et la possibilité de la renouveler ne se présument pas et qu'elles doivent être expressément stipulées dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail.

Or en l'espèce, les parties n'avaient pas signé de contrat de travail stipulant une période d'essai. En conséquence, le départ de la salariée doit davantage s'apparenter à un abandon de poste et la priver de tout droit aux allocations chômage.

Cass. Soc., 29 mars 2023, n°21-18326

La période d'essai commence impérativement au commencement de la relation de travail : il n'est pas possible d'en différer le début (**Cass. Soc., 25 février 1997, n°93-44923**).

De la même manière, si les capacités professionnelles du salarié ont déjà pu être appréciées auparavant, il ne sera pas possible de prévoir une deuxième période d'essai. C'est le cas :

- Lors d'une succession de contrats :
 - o Si le salarié occupe les mêmes fonctions que lors du précédent contrat : aucune nouvelle période d'essai possible ;
 - o Si le salarié change de fonctions : pas de période d'essai mais possibilité de prévoir une période probatoire après accord exprès du salarié pour sa mise en place (Cass. Soc., 16 mai 2012, n°10-10623).
Cette période probatoire est envisageable lorsque le salarié change de poste dans l'entreprise, elle va permettre d'apprécier ses capacités à exercer ses nouvelles fonctions. En cas de période probatoire non concluante, le salarié est replacé dans ses anciennes fonctions : il n'y a donc aucune rupture du contrat de travail (Cass. Soc., 30 mars 2005, n°02-46103).

Contrairement à la période d'essai, aucune disposition n'encadre sa durée.

- Lors d'une succession stage/contrat (art. L1221-24 du Code du travail) :
 - o En cas de changement de fonctions au moment de la conclusion du contrat de travail : une période d'essai peut être stipulée mais la période de stage réduit la durée de la période d'essai envisagée, sans que la réduction ne soit de plus de la moitié de la durée de la période d'essai ;
 - o Si l'emploi est en correspondance avec les activités auparavant confiées dans le cadre du stage : déduction intégrale de la période de stage sur la durée de la période d'essai ;
- Lors d'une succession CDD/CDI : la durée du ou des CDD doit être déduire de la période d'essai stipulée dans le cadre du CDI (Cass. Soc., 9 octobre 2013, n°12-12113) ;
- Lors d'une succession de CDD : la jurisprudence a pu considérer que dans le cas d'un salarié embauché à plusieurs reprises en CDD pour exercer les mêmes fonctions, la clause prévoyant une énième période d'essai était abusive, compte tenu de son ancienneté dans l'entreprise et de ses aptitudes que l'employeur connaissait (Cass. Soc., 7 mars 2000, n°98-40198).

Enfin, la période d'essai a un but bien particulier (appréciation du poste/appréciation des compétences professionnelles du salarié). De ce fait, une absence justifiée du salarié, peu important la raison : maladie – maternité – congés, reporte d'autant la fin de la période d'essai (*pour la prise de congés : Cass. Soc., 31 janvier 2018, n°16-11598 ; pour la prise de jours de récupération : Cass. Soc., 11 septembre 2019, n°17-21976*).

SECTION 2 : LA DUREE DE LA PERIODE D'ESSAI

La durée de la période d'essai sera différente selon que le contrat de travail est à durée indéterminée (§1) ou à durée déterminée (§2).

Paragraphe 1 : La durée de la période d'essai dans le cadre d'un CDI

Depuis la loi du 25 juin 2008, la durée maximale de la période d'essai est fixée par le Code du travail, en fonction de la catégorie de l'emploi occupé (**art. L 1221-19 du Code du travail**) :